



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 22133 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**HOPITAL GENERAL DE GRAND YOFF
(HOGGY)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2012**

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par l'Hôpital Général de Grand Yoff (HOGGY) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Hôpital Général de Grand Yoff (HOGGY) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) l'examen de **la demande de propositions** relative à la Sélection d'un consultant pour la réalisation d'une mission d'**Audit du personnel** a permis de noter une succession de non conformités qui illustrent une insuffisante maîtrise des modalités de mise en œuvre des procédures de sélection de consultants :
- le délai de préparation des offres accordé aux candidats est de 21 jours, alors qu'au regard des dispositions de l'article 63.2 du CMP, ce délai doit être de 30 jours calendaires ;
 - le Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, a été désigné membre de la Commission Technique d'Évaluation alors qu'au regard de sa position dans le dispositif de passation des marchés, il est soumis aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction, de conflit d'intérêt que les membres de la Commission des Marchés ; sous ce rapport, nous rappelons que les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante, ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, sont de facto, exclus des Commissions Techniques d'Évaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés, conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;
 - pour l'évaluation des manifestations d'intérêt, la grille d'évaluation des offres a fixé la Note Technique Minimale à soixante (60) points. L'examen du procès verbal d'attribution a permis de constater qu'un vote a été opéré pour le choix de l'attributaire. Ce procédé, non reconnu par le CMP, est contraire au principe de transparence car le jugement des offres ne peut être effectué qu'au regard de critères préalablement définis et annoncés, dans les Dossiers d'Appel à la Concurrence, lesquels doivent être intangibles, objectifs, opérationnels, non discriminatoires, pondérés ou hiérarchisés. Cette Note Technique Minimale (NTM) fixée à 60 points sur 100 est anormalement basse au regard des pratiques en matière de sélection de consultants. Dans les marchés de prestations intellectuelles, la qualité est un élément essentiel du choix, ce faisant, la pratique professionnelle voudrait que la NTM soit fixée à un niveau pouvant assurer à l'Autorité Contractante, que le potentiel attributaire a les capacités techniques requises pour effectuer la mission; cette NTM varie généralement entre 70 et 80 points sur 100 ;
 - une incohérence a été relevée sur les dates d'établissement de plusieurs documents de marchés car, la Demande de Propositions a été adressée aux candidats présélectionnés le 22 Novembre 2012, alors que l'examen de leurs offres techniques était prévu le 04 Octobre 2012, donc, à une date antérieure à la saisine desdits candidats ;

- enfin, en dehors du rapport d'évaluation de la Demande à Manifestation d'Intérêt et d'une lettre d'un candidat présélectionné, adressée au Chef de Service Ressources Humaines, Responsable de la Cellule des Marchés, pour lui signifier qu'il ne peut pas répondre à la demande de proposition parce que le budget était très faible au regard des prestations à réaliser, aucun autre document n'a été classé dans le dossier qui nous a été remis; ce faisant, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la suite de la procédure de sélection du prestataire ;
- b) le marché à commande relatif à **l'appel d'offres portant fourniture de produits et matériels d'entretien**, attribué à **SET 2000**, pour un minimum de **21 786 222 F CFA TTC** et un maximum de **29 958 357 F CFA TTC**, a été signé par le SAF, alors que ce dernier n'a pas reçu une délégation formelle du Directeur de l'HOGGY Personne Responsable des Marchés, à cet effet, pour une catégorie précise de marchés, au sens de l'article 27 du CMP ; ce faisant, ce contrat, signé par le SAF, est normalement frappé de nullité. Cette remarque est également valable pour **l'appel d'offres restreint relatif à l'acquisition de denrées alimentaires**, pour lequel l'acte d'engagement du lot 2 a été signé par le SAF. Il s'y ajoute que l'attribution du marché a eu lieu, plus de quatre (4) mois après l'ouverture des plis au-delà de la période de validité des offres et en violation de l'article 70 du CMP. Une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres aurait dû être adressée aux candidats ; cette remarque relative à l'attribution du marché après l'expiration de la période de validité des offres est également valable pour **l'appel d'offres ouvert relatif à la fourniture de denrées alimentaires, lancé sous forme de marché à commande, réparti en cinq lots ;**
- c) l'examen de **l'appel d'offres relatif à la fourniture de médicaments et consommables pharmaceutiques**, lancé sous forme de marché à commande en 14 lots, subdivisés en sous lots, avec quinze **(15) attributaires**, pour un montant global de **348 899 536 F CFA TTC**, nous a permis de noter les non conformités ci-après :
- la Personne Responsable des Marchés a invoqué des contraintes budgétaires pour ne pas attribuer certains lots en violation de l'article 9 du CMP qui recommande aux autorités contractantes de faire une bonne estimation du coût des prestations envisagées et de s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants ;
 - des médicaments génériques figurent dans certains lots et sous-lots du DAO, alors que l'approvisionnement en produits génériques doit être

effectué exclusivement auprès de la PNA, au regard des dispositions de l'Arrêté ministériel N° 8402 MSAS-CAB-CTM4 du 24 Juin 1970, fixant les modalités d'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires.

- Pour cette catégorie de médicaments génériques, l'HOGGY est fondé à requérir l'avis de la DCMP pour contracter par entente directe avec la PNA conformément à l'article 76.1 du CMP ;
- des lots et sous lots n'ont pas été attribués en raison de l'insuffisance des budgets qui leur ont été alloués et l'HOGGY n'a pas requis l'avis de la DCMP pour les déclarer sans suite ;
- plusieurs contrats n'ont pas été classés dans le dossier de marché et pour les contrats mis à notre disposition, certains ne mentionnent ni de date de souscription, ni date d'approbation et leurs fiches d'immatriculation ne sont pas non plus classées dans le dossier ; une seule attestation d'existence de crédits relative au marché passé avec AVALON PHARMA, a été classée dans le dossier et les contrats mis à notre disposition n'ont pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du Code Général des Impôts ;

- d) **l'évaluation de l'appel d'offres portant sélection d'un prestataire pour assurer le service de gardiennage**, n'a pas été faite sur la base de la capacité technique des candidats à exécuter le marché, mais plutôt sur la base de la comparaison des prix uniquement, en violation de l'article 59 du CMP. Nous précisons que pour les prestations de gardiennage, il est important de requérir dans le cahier des charges, la présentation, par les soumissionnaires d'un mémoire technique précisant le mode d'exécution du marché. Ce mémoire technique devrait comprendre une présentation de l'organisation et des équipes dédiées à l'exécution du marché, les moyens matériels et autres équipements dont sont dotés les agents de sécurité déployés sur le terrain, les moyens de communication interne des équipes, le mode de supervision des équipes, les modalités d'intervention en cas de difficultés.... Le choix du prestataire se ferait au vu de la pondération de la valeur technique de l'offre et du prix proposé. L'examen du dossier nous a permis de constater que le Chef de la Division Hygiène et Sécurité de l'hôpital a effectué une visite inopinée aux Sièges des candidats ; en l'absence d'un encadrement de cette démarche par le CMP, la Commission doit se limiter à effectuer ses vérifications sur pièces. Ce marché a été attribué à **CSSA** pour un montant de **31 886 000 F CFA TTC**, alors que son offre était de 25 488 000 F CFA TTC et qu'aucune correction apportée à ladite offre, n'a été renseignée dans le dossier.

A l'exception du Procès Verbal d'Evaluation, aucun autre document relatif à la passation de ce marché, n'a été classé dans le dossier ;

- e) l'examen de **l'appel d'offres portant acquisition de Fournitures d'imprimés, de consommables informatiques et de fournitures de bureau**, lancé sous la forme d'un marché à commandes, en trois (3) lots, attribués à **ETI pour le lot 1** pour un montant de **6 987 960 F CFA TTC minimum** et **10 392 850 F CFA TTC maximum**, à **ETI pour le lot 2** pour un montant de **23 093 173 F CFA TTC minimum** et **36 304 458 F CFA TTC maximum**, à **OFFICE CHOICE pour le lot 3** pour un montant de **5 180 507 F CFA TTC minimum** et **8 140 796 F CFA TTC maximum**, nous a permis de noter les non conformités ci-après :
- il était indiqué dans les DPAO que le délai d'exécution requis était de 4 jours au plus tard à compter de la réception des bons de commande et que toute offre proposant une livraison au-delà de cette période serait considérée non conformes. Nonobstant cette disposition des DPAO, la commission des marchés a proposé l'attribution du lot N° 3 à Office Choice, alors que ce dernier a proposé un délai d'exécution de 7 jours après réception du bon de commande. Il s'agit d'une modification des règles en cours d'évaluation. Cette disposition aurait dû être modulée en appliquant, pour les besoins de l'évaluation, une pénalité à tout dépassement du délai prescrit dans le DAO.
 - les montants minimum lus et consignés dans le procès verbal d'ouverture des plis sont différents de ceux mentionnés dans les contrats ; le rapport d'évaluation n'ayant pas été mis à notre disposition, nous ne disposons d'aucun élément d'appréciation de la justification de cette modification au moment de la contractualisation ;
 - le tableau de vérification de la validité des pièces administratives annexé au procès- verbal d'ouverture des plis indique que les attestations (IPRES, CSS, IRTSS) remises par certains soumissionnaires sont périmées sans en indiquer la date d'expiration. En l'absence d'indications sur les dates limites de validité de chacune des pièces fournies, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la pertinence des conclusions de la Commission des Marchés et leur conformité aux dispositions de l'article 45.a) du CMP aux termes duquel, les personnes qui se sont acquittées de leurs impôts et taxes, de leurs cotisations aux organismes de retraite et de sécurité sociale, de leur redevance de régulation au 31 décembre de l'année qui précède l'avis d'appel à la concurrence, sont éligibles aux marchés publics de l'exercice qui suit ;
- f) Seuls les lots N° 4 et N° 5 **de l'appel d'offres relatif à la fourniture de denrées alimentaires, lancé sous forme de marché à commande, réparti en cinq lots**, ont été attribués aux **ETS GUEYE & ASSOCIES, pour le lot 4** et à **TOUBA MULTI SERVICES, pour le lot 5** car, la Commission des Marchés a proposé

de ne pas attribuer les autres lots, pour insuffisance de crédits, du fait que les montants proposés par les candidats sont largement supérieurs aux inscriptions budgétaires relatives à ces lots. Ceci illustre une absence de maîtrise de la procédure relative aux marchés à commande. En effet, les offres des candidats auraient dû être faites sur la base des prix unitaires et les marchés attribués sur cette base, l'Autorité Contractante n'ayant par la suite, qu'à déterminer les quantités des prestations ou fournitures à exécuter, au fur et à mesure, suivant les disponibilités budgétaires, les montants minimum et maximum, n'étant qu'à titre indicatif ;

- g) l'examen de **l'appel d'offres restreint relatif à la fourniture de denrées alimentaires**, attribué à **SAMBA MBODJI**, pour le lot N° 1 pour un montant de **113 504 340 F CFA TTC minimum** et **217 591 860 F CFA TTC maximum** et à **SEN PRESTO**, pour le lot N° 2 pour un montant de **16 058 880 F CFA TTC minimum** et **21 229 920 F CFA TTC maximum**, nous a permis de noter que seul l'acte d'engagement du lot 2, signé par le SAF et approuvé par le Directeur qui n'a été ni daté, ni enregistré, ni immatriculé, a été classé dans le dossier et les documents censés faire partie intégrante du marché, n'ont pas été joints à cet acte d'engagement ;
- h) les lettres d'invitation à soumissionner pour la **DRP portant acquisition de Fournitures de machine à laver**, attribuée à **MOBILIA** pour un montant de **14 726 400 F CFA TTC**, ne mentionnent pas la dénomination sociale des candidats présélectionnés alors que cette formalité est requise par la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de **DRP**, pour des raisons de transparence ; en outre, la commission des marchés n'a pas formalisé la transmission des pièces administratives exigées à l'article 44 du CMP, alors que ces pièces permettent à l'autorité contractante de s'assurer des capacités juridiques, techniques et financières requises pour exécuter le marché. Ni le contrat, ni le bon de commande, encore moins les documents d'exécution et de règlement du marché n'ont été classés dans le dossier de marché ; cette remarque est valable pour la **DRP relative à l'acquisition de poulets, légumes et condiments**, attribuée à **BASIF** pour les lots N° 1 et N° 2, pour un montant global de **5 557 500 F FA TTC** et au **GIE AITA THIAW**, pour le lot 3, pour un montant de **3 063 000 F CFA TTC**, pour laquelle une confusion a été notée dans l'offre du candidat **BASIF**, sur le Lot 2 « Légumes », où des quantités ont été mises à la place des prix unitaires et inversement ; en outre, aucun candidat n'a proposé et coté dans son offre, les cuisses de poulets, parties intégrante du lot 1 « poulets », et qui ont bien été mentionnées dans le cahier des charges, avec des caractéristiques propres, ce qui pose un véritable problème d'exhaustivité de l'ensemble des offres, alors que la commission n'en a pas fait cas, lors de l'évaluation desdites offres ; en plus, deux mois après l'attribution du marché, aucune livraison n'ayant été faite, un Procès Verbal de carence a été dressé et une mise en demeure envisagée, sans

pour autant que les pénalités de retard ne soient appliquées, en violation de l'article 134 du CMP ;

- i) l'examen de la **DRP relative à la sélection d'un prestataire pour l'exécution des travaux d'entretien et de maintenance du parc de climatiseurs, splits et appareils de froid de l'HOGGY**, attribuée à **FROID NGUELAW**, pour un montant de **8 382 480 F CFA TTC**, a permis de noter les anomalies ci-après :
- la Commission des Marchés a mentionné dans le procès verbal d'attribution qu'il s'agit d'un marché de clientèle, alors que cette particularité n'avait été précisée ni dans l'avis d'appel d'offres, ni dans le cahier des charges. Ce faisant, l'avis de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence n'avait, a fortiori, pas été requis. Nous précisons qu'au regard de l'article 140.a) du CMP, la DCMP doit émettre un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence pour les marchés à commande, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles, quel qu'en soit le montant. Il s'y ajoute que des quantités ont été indiquées dans le cahier des charges et les soumissions faites sur la base desdites quantités, en violation de l'article 25 du CMP qui stipule qu'« un marché de clientèle est un marché par lequel l'Autorité Contractante s'engage à confier au prestataire ou au fournisseur retenu des commandes portant sur une catégorie déterminée des prestations..., sans en indiquer la quantité ou la valeur globale des commandes » ;
 - le Procès Verbal d'Ouverture des plis indiquait qu'une seule offre avait été reçue alors que le dossier de marché comprend quatre offres. Le montant de l'offre financière de FROID NGUELAW est fixé à 247 780 F CFA dans le PVO pour la chambre froide de la cuisine ; à l'évaluation, la commission technique a pris en compte un prix unitaire de 24 780 F CFA TTC, sans indiquer les motifs de la correction et c'est ce montant qui a été pris en compte et conduit à la proposition d'attribution du marché à FROID NGUÉLAW, pour un montant annuel de 5 706 480 F CFA TTC. A l'examen du PV d'attribution, il apparaît que c'est le montant de 247 780 F CFA qui a été retenu par la commission des Marchés pour la chambre froide de la cuisine , pour fixer le montant de la proposition d'attribution à 8 382 480 F CFA TTC. Une forte disparité a également été constatée entre les prix cotés par l'attributaire et les autres soumissionnaires, à titre d'exemple, nous avons noté que Froid Nguélaw a coté, pour l'entretien des 120 climatiseurs, un prix unitaire de 4 720 F CFA TTC alors que Danfoss et les Ets Serigne Saliou ont coté, respectivement, 11 800 F CFA et MATFORCE 17 700 F CFA, il en est de même pour l'entretien des splits pour lesquels, toutes les offres ont porté sur un nombre de 120, alors que le cahier des charges indique 130 splits, et nous ignorons sur quelle base, les candidats ont simultanément, proposé le même nombre de splits, alors qu'aucun justificatif de complément d'information modifiant la quantité, mentionnée dans le cahier des charges, n'a été classé dans le dossier ;
- j) l'examen de la **DRP portant Acquisition de Splits et de Climatiseurs Muraux**, attribuée à **R.M.E**, pour un montant de **14 965 676 F CFA TTC**, nous a permis de noter les anomalies ci-après :

- après avoir constaté que les montants offres des candidats dépassaient le seuil de passation des marchés par appel d'offres, la Commission des Marchés a décidé de diminuer les quantités de splits en application de l'article 3 du cahier des charges qui prévoyait une marge de fluctuation de plus ou moins 20% à l'effet de se conformer à l'article 53 du CMP sur les seuils de passation. Nous précisons que la proposition d'attribution doit être faite conformément aux montants des offres et c'est plutôt au moment de la signature du contrat que la clause du Dossier d'Appel à la Concurrence fixant la marge de fluctuation doit être appliquée et non avant.
 - les caractéristiques techniques des SPLITS proposés par l'attributaire ont été modifiées, ce dernier acceptant de fournir des SPLITS de puissance supérieure au même prix que les SPLITS proposés dans son offre initiale. Il s'agit d'une substitution de produits en violation des principes d'égalité de traitement des candidats et de transparence. Les anomalies ci-avant sont l'illustration des insuffisances dans l'évaluation des besoins et du non respect des dispositions du CMP relatives à l'existence de crédits préalables et suffisants ;
 - la liste des candidats short listés comprend des entreprises spécialisées dans la Chaudronnerie, la Tuyauterie, la Construction, en violation de l'esprit du CMP qui suppose que l'Autorité Contractante dresse sa liste restreinte en fonction des capacités présumées des candidats pressentis à délivrer de manière satisfaisante les prestations envisagées.
 - l'examen des offres nous a permis de noter une similitude entre les factures pro forma des différents soumissionnaires, avec les mêmes fautes (salle construction à la place de salle consultation, médecine interne à la place de médecine interne) et une mise en forme identique avec des tableaux et libellés similaires, laissant ainsi entrevoir une collusion entre fournisseurs ;
- k) pour la **DRP portant acquisition de matériels et exécution des travaux d'installation de circuits de fluides médicaux**, attribuée à **AFSI**, pour un montant de **12 622 500 F CFA TTC**, l'examen du tableau comparatif des offres financières, dressé par la commission technique chargée de l'évaluation des offres montre que l'offre d'AFSI, attributaire, est à 12 622 500 F CFA TTC, alors que son offre, classée dans le dossier, n'est pas exhaustive et ne porte que sur une partie des prestations, pour un montant de 6 482 500 F CFA TTC. Des accessoires qui n'étaient pas dans son offre ont été cotés, sur des bases non identifiées au regard du contenu du dossier de marché. Le contrôle des critères de qualification de l'attributaire n'est pas matérialisé. La comparaison des offres n'a apparemment porté que sur le critère prix en violation de l'article 59 du CMP ;
- l) à l'exception de l'attributaire, **DABAKH OFFICE**, pour un montant de **14 885 500 F CFA TTC**, tous les soumissionnaires de la **DRP relative à l'acquisition de mobiliers de bureau**, ont coté au-delà du seuil de passation et pour des professionnels au fait des procédures, cela pose problème ; en outre, les fournisseurs ETS ADJA FA et CARREFOUR MOBILIER DABAKH n'ont

fourni aucune indication, relative à leur existence légale notamment, l'immatriculation au Registre du Commerce et aux taxes indirectes et le procès-verbal d'ouverture des plis ne fait pas état de la transmission des pièces administratives, en violation des dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatives aux conditions d'accès à la commande publique ; en plus la TVA a été précomptée, mais le justificatif de son reversement n'a pas été classé dans le dossier.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux :

- a) l'examen des procès verbaux d'ouverture des plis et des procès verbaux d'attribution des marchés nous a permis de noter que les fonctions exercées par les différents acteurs de la passation des marchés ne sont pas mentionnées dans lesdits procès verbaux ; la qualité de membre titulaire ou de suppléant des personnes siégeant aux réunions de la commission des marchés n'est pas non plus précisée dans les procès-verbaux. L'indication de cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités pouvant frapper les personnes concernées.
- b) le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé. Ce rapport doit être élaboré par la Cellule de Passation des Marchés pour se conformer aux dispositions de l'article 142 du CMP. Contrairement à une pratique courante, ce rapport annuel ne doit pas être réduit à la confection d'un tableau récapitulatif des marchés passés au cours de l'exercice 2012. Le rapport annuel doit être bien structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante à cet effet, les actions de renforcement des capacités des acteurs menées en cours d'exercice ; il doit comporter un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui, ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés ;

- c) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;
- d) la commission des marchés ne mentionne pas le nombre de candidats ayant retiré le DAO, à l'entame de la séance d'ouverture des plis, pour permettre d'apprécier l'étendue de la publicité et la valorisation du produit de la vente des dossiers ;
- e) la majeure partie des contrats n'a pas été mise à notre disposition, ce qui ne nous a pas permis de mettre en œuvre des procédures de vérification, propres à nous permettre, de nous assurer qu'ils ont été établis, conformément au CMP, qu'ils ont été signés par les personnes habilitées (article 84 CMP), approuvés par les autorités habilitées (article 29 CMP), enregistrés (article 424.12 CGI), transmis pour immatriculation à la DCMP (article 85.1 CMP) et que les garanties de bonne exécution ont été fournies (article 114 CMP) ;
- f) sur l'ensemble des marchés que nous avons passés en revue, seuls les documents d'exécution et de règlement de la **DRP relative aux Fournitures et mobiliers de bureau**, ont été mis à notre disposition, limitant ainsi, la mise en œuvre de procédures de vérification, nous permettant de nous assurer de l'exécution effective des prestations et de la réalité des dépenses ;
- g) nous avons noté de nombreuses déficiences dans le classement et l'archivage des pièces de marché tel qu'édicte par le manuel de classement de l'ARMP et plusieurs non conformités ont été également relevées dans la conduite des procédures d'appel d'offres :
 - renvoi des candidats au DAO, pour les critères de qualification, dans l'avis d'appel d'offres (article 66.2 du CMP) qui doivent y être spécifiés pour permettre aux candidats potentiels de soumissionner,
 - non classement de l'Avis de la DCMP sur le DAO, pour tous les marchés à commande passés (article 140.a) du CMP),
 - non- respect du délai calendaire de préparation des offres (article 63.2 du CMP),
 - non classement des convocations adressées aux membres de la commission des marchés (article 39 du CMP),
 - absence de mentions du nombre de candidats ayant retiré le DAO,
 - absence de preuves de la transmission effective des Procès Verbaux d'Ouverture aux soumissionnaires (article 67 du CMP),
 - non- respect du délai réglementaire de production des pièces administratives (article 44.3 du CMP),

- non attribution de marchés pour des contraintes budgétaires (articles 5 et 9 du CMP),
- absence de notification de l’attribution provisoire,
- non classement des lettres d’attribution définitive et de leurs supports de publication (85 alinéas 2 et 4 du CMP),
- non classement de la plupart des contrats,
- non classement des fiches d’immatriculation et des documents liés à l’exécution et au règlement des marchés et,
- défaut de soumission des marchés à la formalité de l’enregistrement (article 424.12 du CGI).

A notre avis, au regard des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d’exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d’économie, d’efficacité, d’équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	14
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	15
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés publics	16
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	37
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	39
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	41
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	51
2.1 Présentation de l'HOGGY	52
2.2 Contexte de l'intervention	53
2.3 Objectifs de la mission	54
2.3.1 Objectifs généraux	54
2.3.2 Objectifs spécifiques	55
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	56
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	58
3 Approche méthodologique	59
3.1 Revue approfondie des textes de référence	60
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	62
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	63
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	64
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	65
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	66
4 Résultats des travaux	67
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	68
4.1.1 Commission des marchés	68
4.1.2 Cellule de passation des marchés	68
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	68
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	69
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	69
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	69
4.1.5 Rappel des seuils applicables à l'HOGGY	69
4.2 Examen des marchés	71
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	71
4.2.2 Marchés conclus par Demande de Propositions	73
4.2.3 Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert	76
4.2.4 Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint	98
4.2.5 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	102

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HOGGY	Hôpital Général de Grand Yoff
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

DP FOURNITURE DE SERVICES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES : AUDIT DU PERSONNEL

Le délai de préparation de la Demande de Proposition est de 21 jours alors que ce délai doit être de 30 jours calendaires ;

Mr Moussa Kébé Responsable Cellule des Marchés est membre de la commission technique d'évaluation alors qu'il est soumis aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction, de conflit d'intérêt que les membres des Commissions des Marchés ; en effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante, ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, sont de facto, exclus des Commissions Techniques d'Évaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés, conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;

Pour l'évaluation des manifestations d'intérêt, il a été défini trois (3) grilles de notation, chaque grille étant notée selon des critères bien définis et une note minimale de soixante (60) points requise, mais les candidats présélectionnés l'ont été sur la base du nombre de voix obtenues, alors qu'ils auraient dû l'être sur la base du nombre de points obtenus ; ceci constitue une entorse au principe de transparence car une méthodologie non annoncée dans le Dossier d'Appel à la Concurrence ne peut pas être introduite en cours d'évaluation, quelle que soit par ailleurs, sa pertinence ;

La Note Technique Minimale (NTM) fixée à 60 points sur 100 est anormalement basse ; en effet, il est à préciser que dans les marchés de prestations intellectuelles, la qualité est un élément essentiel du choix, ce faisant, la pratique professionnelle voudrait que la NTM soit fixée à un niveau pouvant assurer à l'Autorité Contractante, que le potentiel attributaire a les capacités techniques requises, pour effectuer la mission, cette NTM varie généralement entre 70 et 80 points sur 100 ;

Une incohérence notoire sur les dates a été relevée car, la DP a été adressée aux candidats présélectionnés, le 22 Novembre 2012 et l'examen des leurs offres techniques prévu le 04 Octobre 2012, donc, à une date antérieure à la saisine desdits candidats, ce qui est matériellement impossible ;

Les Procès Verbaux d'ouverture des offres techniques de la demande de propositions, d'évaluation des offres techniques, d'évaluation des

offres financières, d'attribution provisoire, de négociation et le contrat n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.

AO FOURNITURE DE PRODUITS ET MATERIEL D'ENTRETIEN : SET 2000 - 21 786 222 F CFA TTC minimum 29 958 357 F CFA TTC maximum

Le justificatif de la saisine de la DCMP et son ANO sur le DAO, pour les marchés à commande, n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 140.a du CMP ;

L'avis d'appel d'offres ne mentionne pas qu'il s'agit d'un marché à commande, en violation de l'article 66.2.a), sur l'objet du marché ;

L'avis d'appel d'offres renvoie les candidats au DAO, pour les détails des critères de qualification, alors que toutes les exigences en matière de qualification, doivent être portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres, en violation de l'article 66.2.e) du CMP, sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;

L'exigence des candidats d'un marché de taille similaire est un critère discriminatoire, constitutif d'une entrave au libre accès à la commande publique et d'une rupture du principe d'égalité des candidats ;

Les convocations des membres de la commission des marchés, pour la séance d'ouverture des plis, n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP ;

Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt ;

Le nombre de candidats ayant acquis le DAO n'a pas été mentionné à l'entame de la séance d'ouverture des plis, alors que cette information sur le nombre de prestataires ayant retiré le DAO, permet d'apprécier l'étendue de la publicité mais également, de valoriser le produit de la vente des DAO ;

Le justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis, aux candidats n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

L'attribution du marché a eu lieu, plus de quatre (4) mois après l'ouverture des plis alors que l'article 70 du CMP fixe un délai de quinze (15)

jours, sauf prorogation de dix (10) jours, après avis de la DCMP ;

Une demande de prorogation de la durée de validité des offres n'aurait pas été adressées aux candidats, en violation de l'article 64 .4 de la Directive 004/2005/CM/UEMOA portant procédure de passation des marchés ;

La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'a pas été classée dans le dossier. Cette information des candidats non retenus, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi, en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel ; c'est aussi une exigence de l'article 83.3 du CMP ;

L'attestation de mainlevée de la garantie de soumission du candidat non retenu, la lettre de notification et le support de publicité de l'attribution provisoire du marché n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;

Le marché a été signé par le SAF, alors qu'il n'a pas reçu une délégation formelle à cet effet, pour une catégorie précise de marchés, au sens de l'article 27 du CMP, du Directeur de l'HOGGY. Cette délégation doit être faite dans les mêmes formes que la désignation des Administrateurs de Crédits Délégués organisée par l'article 18 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011, portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique. Ce faisant, ce contrat, signé par le SAF, est normalement frappé de nullité ;

Le marché n'est pas complet et ne comporte pas les bordereaux des prix, présentés par le titulaire, le bordereau des quantités et le cahier des clauses techniques qui font partie intégrante du marché ;

Le marché n'a pas été soumis à la formalité d'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du Code Général des Impôts ;

La lettre de notification et le support de publication de l'attribution définitive du marché, les documents d'exécution du marché (bon de commande, bordereau de livraison, factures et PV de réception) et les actes de règlement du marché (ordres de paiement, copies chèques ou ordres de virement) n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP ;

AOO FOURNITURES DE MEDICAMENTS ET CONSOMMABLES MEDICO PHARMACEUTIQUES (Marché à commande : 14 lots) : 15 ATTRIBUTAIRES - 348 899 536 F CFA TTC

La demande d'avis de la DCMP, pour les marchés à commande et l'ANO de celle-ci sur le DAO, n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 140.a du CMP ;

L'avis d'appel d'offres renvoie les candidats au DAO, pour les détails des critères de qualification, alors que toutes les exigences en matière de qualification doivent être portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres, en violation de l'article 66.2.e) du CMP, sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;

Le nombre de candidats ayant acquis le DAO n'a pas été mentionné à l'entame de la séance d'ouverture des plis, alors que cette information sur le nombre de prestataires ayant retiré le DAO, permet d'apprécier l'étendue de la publicité mais également, de valoriser le produit de la vente des DAO ;

L'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés, aux séances de réunion, n'aurait pas été respectée, car les convocations n'ont pas été classées le dossier, en violation l'article 39 du CMP ;

La commission des marchés donne un délai d'une (1) semaine aux candidats pour fournir les pièces administratives manquantes, alors qu'ils peuvent les compléter jusqu'à l'attribution provisoire, en violation de l'article 44.3 du CMP ;

Les justificatifs de la transmission du PV d'ouverture des plis, aux candidats, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

L'autorité contractante a évoqué des contraintes budgétaires pour ne pas attribuer certains lots. Ceci est en violation de l'article 9 du CMP qui préconise d'évaluer le montant estimé des prestations et de s'assurer au préalable, de l'existence de crédits budgétaires suffisants ;

Les lots et sous lots non attribués du fait de leur disponibilité auprès de la PNA dont l'offre, est largement supérieure aux disponibilités budgétaires prévisionnelles, n'ont pas été déclarés sans suite, après avis de la DCMP, en violation des dispositions de l'article 65 du CMP ;

Lors de la détermination des besoins, l'autorité contractante aurait dû faire l'inventaire des articles disponibles auprès de la PNA, conformément à l'Arrêté ministériel n°8402 MSAS-CAB-CTM4 du 24 Juin 1970, fixant les modalités d'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires et instituant une liste de produits sous forme d'une nomenclature de la PNA, pour faciliter l'approvisionnement pharmaceutique de la santé publique, solliciter l'autorisation de la DCMP et passer une entente directe avec la PNA pour les produits ciblés, conformément à l'article 76.1 du CMP ;

L'attribution du marché a eu lieu, plus d'un (1) mois et demi (1/2), après l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du CMP ;

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier, alors que cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel, en violation de l'article 83.3 du CMP ;

Les attestations de mainlevées des garanties de soumission des candidats non retenus et la lettre portant l'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;

L'avis d'attribution provisoire des marchés a été publié plus de cinq (5) mois, après l'attribution provisoire du marché, en violation de l'article 83.3 in fine du CMP ;

Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes alors qu'ils auraient dû être vérifiés pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante et classé premier après évaluation des offres, pour chaque lot ou sous lot et au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis pour ce dernier, ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite, jusqu'au soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification ;

Les contrats de MND, FHM, SFM et DRP n'ont pas été classés dans le dossier ;

Pour les contrats mis à notre disposition, certains ne mentionnent ni de date de souscription, ni d'approbation et leurs fiches d'immatriculation ne sont pas classées dans le dossier ;

Une seule attestation d'existence de crédits relative au marché passé avec AVALON PHARMA, a été classée dans le dossier ;

Les contrats mis à notre disposition n'ont pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du Code Général des Impôts ;

La plupart des actes d'engagement sont incomplets et ne comportent pas les bordereaux des prix, le bordereau des quantités, le calendrier de livraison et le cahier des clauses techniques qui font partie intégrante du marché ;

Les lettres de notification et le support de publication de l'attribution définitive des marchés n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 85 du CMP ;

Les offres qui ont proposé une livraison au-delà du délai fixé par de DAO n'ont pas été « considérées non conformes », en violation du point IC 33.3 (d) des DPAO qui stipulaient le contraire ;

Les actes d'engagement ou contrats ne mentionnent pas de clause relative aux pénalités de retard, en violation des articles 13.7 et 133 du CMP ;

Aucun justificatif de l'exécution (bons de commande des autres lots, bons de livraison ou PV de réception, factures définitives...) n'est joint au dossier ;

Les documents de règlement (ordre de paiement, chèque ou ordre de virement) n'ont pas non plus été classés dans le dossier.

AOO FOURNITURE DE SERVICES DE GARDIENNAGE : CSSA - 31 886 000 F CFA TTC

Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt ;

Le justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis, aux candidats n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

La commission technique est composée de seulement deux (2) membres, alors que le minimum requis, est de trois (3) membres ;

Le rapport d'évaluation des offres est daté de plus d'un mois (1) et demi (1/2), après l'ouverture des plis, alors que l'article 70 du CMP fixe un délai de quinze(15) jours, pour l'attribution du marché, sauf prorogation d'un délai de dix (10) jours, après avis de la DCMP ;

L'offre de CSSA, consignée dans le PV d'ouverture des plis est de 25 488 000 F CFA TTC, alors que dans le rapport d'évaluation, elle est de 31 886 000 F CFA TTC, sans qu'aucune correction de ladite offre n'ait été renseignée dans le dossier qui nous a été soumis ;

Le marché a été attribué à la CSSA alors que la visite de ses locaux a clairement révélé, qu'elle n'était pas en mesure de justifier de sa

capacité technique à exécuter les prestations, en violation de l'article 59 du CMP ;

Le PV d'attribution du marché, la lettre de notification du marché, les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, les attestations de mainlevées des garanties de soumission, le support de publication de l'attribution provisoire, le contrat, la fiche d'immatriculation du marché, la lettre de notification de l'attribution définitive et le support de sa publication ainsi que les justificatifs d'exécution et de règlement du marché, n'ont pas été classés dans le dossier, qui nous a été remis.

AOO FOURNITURES D'IMPRIMES, CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET FOURNITURES DE BUREAU (Marché à commande) : Lot 1 : ETI - Minimum 6 987 960 F CFA TTC Maximum 10 392 850 F CFA TTC – Lot 2 : ETI - Minimum 23 093 173 F CFA TTC Maximum 36 304 458 F CFA TTC – Lot 3 : OFFICE CHOISE - Minimum 5 180 507 F CFA TTC Maximum 8 140 796 F CFA TTC

Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas pour la plupart précisées dans le procès - verbal d'ouverture des plis ;

La transmission du procès- verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'a pas été matérialisée en violation de l'article 67-4 du CMP ;

Le bordereau quantitatif daté du 28 avril 2011 d'Office Choice pour le lot 3 comporte des quantités précises avec un montant total de 7 318 124 F CFA TTC alors que le DAO avait requis des quantités minima et maxima puisqu'il s'agit d'un marché à commande conformément à l'article 25.a) du CMP ;

Il s'y ajoute que ce même soumissionnaire a proposé dans son offre (lot 3) un délai d'exécution de 7 jours après réception du bon de commande alors que les DPAO avaient indiqué un délai d'exécution de 4 jours au plus tard, les offres proposant une livraison au-delà de cette période seront considérées non conformes, ce qui n'a pas empêché la commission des marchés d'attribuer le lot 3 à Office Choice ;

De plus, les montants minimum lus et consignés dans le PV d'ouverture des plis sont différents de ceux mentionnés dans les contrats, le rapport d'évaluation n'ayant pas été mis à notre disposition, nous n'avons pas la certitude sur une éventuelle correction lors de l'évaluation des offres ;

Le tableau de vérification des pièces administratives du procès- verbal d'ouverture des plis indique que les attestations (IPRES, CSS, IRTSS) remises par certains soumissionnaires sont périmées sans en indiquer la date d'expiration. Nous n'avons pas la certitude si ceci est conforme aux dispositions de l'article 43.a) qui stipule que « sont considérés comme étant en règle les personnes qui, au 31 décembre de l'année précédant l'avis d'appel à la concurrence, se sont acquittées de leurs impôts, taxes, majorations, pénalités, cotisations et redevances de

régulation des marchés publics mis à leur charge lorsque ces produits devaient être réglés au plus tard à la date ci-dessus » ;

La commission des marchés n'a pas fixé de délai pour la transmission des pièces administratives manquantes par les soumissionnaires, qui peuvent, considérant les dispositions de l'article 44 du CMP, fournir ces dites pièces jusqu'à l'attribution du marché ;

Les lettres adressées aux candidats non retenus pour les informer du rejet de leurs offres n'ont pas été transmises en violation de l'article 83.3 du CMP ;

Les contrats des lots 1 et 2 qui nous ont été transmis ne portent aucune date ;

Il s'y ajoute que pour tous les lots, aucun contrat figurant dans le dossier n'a été soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CGI ;

Nous notons une nette carence dans le classement et l'archivage des pièces de marché tel édicté par le manuel de procédure de l'ARMP. En effet, le rapport d'évaluation, le PV d'attribution, les supports de publicités des avis d'attribution provisoire et définitive, les fiches d'immatriculation et les documents liés à l'exécution et au règlement du marché n'ont pas été versés au dossier pour nous permettre d'attester de la conformité de la procédure de passation de ce marché et du respect des délais réglementaires et contractuels.

**AO FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES : Lot 4 ETS GUEYE & ASSOCIES Minimum : 74 689 500 F CFA
Maximum : 101 050 000 F CFA - Lot 5 TOUBA MULTI SERVICES Minimum : 49 776 000 F CFA Maximum : 67 334 000 F CFA**

Les convocations des membres de la commission des marchés pour l'ouverture et l'attribution des différents lots du marché, n'ont pas été jointes au dossier en violation des dispositions de l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion ;

Les fonctions des membres de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture pour nous permettre d'apprécier l'existence de conflit d'intérêts ou une incompatibilité sur les postes occupés ;

Les reçus d'acquisition du DAO, n'ont pas été versés au dossier, ce qui ne nous a pas permis d'apprécier l'étendue de la publicité et de valoriser le produit de la vente des DAO ;

L'avis d'appel d'offres, ne mentionne pas que le marché a été lancé sous forme de marché à commande, en violation des dispositions de l'article 66.2 du CMP, sur l'objet du marché ;

Les actes d'engagements des lots 4 et 5 n'ont pas été enregistrés et surtout ne comportent pas de date de signature ;

La matérialité de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats présents n'a pu être vérifiée en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;

Dans le cadre du contrôle a priori, le justificatif de la saisine de la DCMP sur le DAO, n'a pas été joint au dossier en violation des dispositions de l'article 140 du CMP ;

Le courrier de la DCMP en date du 21 septembre 2011, fait suite à un premier courrier de la part de l'autorité contractante daté du 08 juillet 2011 et de la réponse de la DCMP datée du 02 août 2011. Notons que ces courriers n'ont pas été soumis à notre appréciation ;

Un écart de cinq (05) mois a été constaté entre la date d'attribution des lots 4 et 5 qui s'est tenu le 08 septembre 2011 et l'ouverture, le 26 avril 2011 en violation des dispositions de l'article 70 du CMP qui fixe un délai de 15 jours, sauf prorogation de 10 jours, après avis de la DCMP ;

En outre, au regard de ce délai anormalement long, entre la date limite de dépôt des offres et celle de l'attribution du marché, nous notons que cette attribution a été faite au-delà de la date limite de validité des offres qui était de 90 jours, et par conséquent de celle des garanties de soumission dont la validité était de 118 jours à compter de l'ouverture des plis ;

Ainsi, une demande de prorogation de la durée de validité des offres n'aurait pas été adressées aux candidats, en violation de l'article 64 .4 de la Directive 004/2005/CM/UEMOA portant procédure de passation des marchés ;

Après l'examen préliminaire de la situation des renseignements et justifications complémentaires fournis par les candidats, la liste des documents nécessaires à l'examen technique des offres et à l'attribution des lots du marché sera notifiée par écrit à chaque candidat pour un dépôt au plus tard le 04 mai 2011. Ceci est une violation des dispositions de l'article 44 qui dispose que les candidats ont jusqu'à l'attribution pour déposer les pièces administratives ;

Aussi, pour toutes pièces transmises par les soumissionnaires, est apposé dans le tableau 9 relatif à la vérification des soumissionnaires,

l'intitulé « fourni ». Notons que cela n'est pas adéquat car il ne nous donne pas la possibilité d'apprécier les dates de validités de ces pièces administratives ;

L'attestation de mainlevée de la garantie de soumission du candidat non retenu, n'a pas été classée dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;

La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'a pas été classée dans le dossier. Cette information des candidats non retenus, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi, en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. En outre c'est aussi une exigence des dispositions de l'article 83.3 du CMP ;

Les supports publications d'attributions provisoires n'ont pas été joints au dossier ;

Il en est de même pour les notifications d'attribution définitives et les supports des publications d'attributions définitives qui n'ont pas été joints au dossier.

AOR – FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES : LOT 1 : DENREES ALIMENTAIRES : SAMBA MBODJI - Minimum : 113 504 340 F CFA TTC Maximum: 217 591 860 F CFA TTC - LOT 2 : PAIN ET PATISSERIES : SENPRESTO - Minimum : 16 058 880 F CFA TTC Maximum : 21 229 920 F CFA TTC

L'avis de non objection de la DCMP sur le DAO n'est pas joint au dossier ;

Sur les six lettres envoyées, seules trois lettres ont été jointes au dossier et seules les deux ont été déchargées par leurs destinataires ;

Les convocations des membres de la commission des marchés pour l'ouverture et l'attribution des différents lots du marchés, n'ont pas été joints au dossier en violation des dispositions de l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion ;

Les fonctions des membres de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture pour nous permettre d'apprécier l'existence de conflit d'intérêts ou une incompatibilité sur les postes occupés ;

La transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats présents n'a pas été matérialisée, en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;

L'évaluation des offres a eu lieu le 31 octobre 2011, le rapport technique n'a été établi que le 09 novembre 2011 ;

Lors de l'évaluation, il a été mentionné sur l'ensemble des pièces demandées, la mention « Fournie » ou « Non fournie », alors que la commission aurait dû mentionner les dates d'expiration desdites pièces, pour permettre une appréciation de leur validité ;

La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'a pas été classée dans le dossier. Cette information des candidats non retenus, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi, en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. En outre c'est aussi une exigence des dispositions de l'article 83.3 du CMP ;

Les lettres de notification d'attribution définitive et les supports de publication de l'attribution définitive n'ont pas joints au dossier ;

Le marché a été signé par le SAF, alors qu'il n'a pas reçu une délégation formelle à cet effet, pour une catégorie précise de marchés, au sens de l'article 27 du CMP, du Directeur de l'HOGGY. Cette délégation doit être faite dans les mêmes formes que la désignation des Administrateurs de Crédits Délégués organisée par l'article 18 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011, portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique. Ce faisant, ce contrat, signé par le SAF, est normalement frappé de nullité ;

Les pièces justificatives de l'exécution du marché n'ont pas été versées dans le dossier (acte d'engagement, bon de commande, facture, attestation d'existence de crédits) ;

En outre, il a été noté que l'acte d'engagement du lot 2 « Pain et Pâtisseries », versé dans le dossier n'est pas enregistré, en violation des dispositions de l'article 424.12 du CGI ;

Les documents de règlement du marché n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre d'apprécier la matérialité des prestations et leur règlement conformes aux dispositions contractuelles.

DRP FOURNITURE DE MACHINE A LAVER : MOBILIA - 14 726 400 F CFA TTC

Les lettres d'invitation ne mentionnent pas la liste des candidats sollicités alors que cette information est requise pour des raisons de transparence par la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe une incompatibilité de fonction ou un conflit d'intérêt ;

En outre, la commission n'a pas formalisé la transmission des pièces administratives exigées à l'article 44 du CMP. Ces pièces permettent à l'autorité contractante de s'assurer des capacités juridiques, techniques, financières requises pour exécuter le marché ;

La lettre de notification de l'attribution provisoire ne figure pas dans le dossier ;

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne figurent pas dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Ni contrat, ni bon de commande n'ont été classés dans le dossier ;

Aucun document d'exécution et de règlement du marché (bon de commande, bordereau de livraison, factures, PV de réception et copies chèques) n'a été classé dans le dossier.

DRP FOURNITURES DE POULETS, LEGUMES ET CONDIMENTS : Lot 1 : BASIF –2 370 000 F CFA TTC - Lot 2 : BASIF - 3 187 500 F CFA TTC - Lot 3 : GIE AITA THIAW - 3 063 000 F CFA TTC

Les lettres d'invitation sont anonymes. Deux (2) d'entre elles n'ont pas été datées et une seule lettre a été déchargée avec apposition du cachet d'un des soumissionnaires ;

L'examen des offres des candidats nous a permis de noter des confusions dans l'offre du candidat BASIF, sur le Lot 2 « Légumes », où des quantités ont été mises à la place des prix unitaires et inversement ;

Aucun candidat n'a proposé et coté dans son offre, « les cuisses de poulets », alors qu'elles ont bien été mentionnées dans le cahier des

charges, avec des caractéristiques propres, ce qui pose un véritable problème d'exhaustivité de l'ensemble des offres et la commission n'en a pas fait cas, lors de l'évaluation ;

Les lettres de notification de l'attribution provisoire ne figurent pas dans le dossier ;

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Ni contrat, ni bon de commande, n'ont été classés dans le dossier ;

A l'expiration du délai d'exécution, un Procès Verbal de carence a été dressé et une mise en demeure envisagée, mais aucune application des pénalités de retard n'a été matérialisée, en violation de l'article 134 du CMP ;

Aucun document d'exécution et de règlement du marché n'a été classé dans le dossier qui nous a été remis (bon de commande, bon de livraison, PV de réception, factures, bon de paiement, copies chèques ou ordre de virement).

DRP ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU PARC DE CLIMATISEURS, SPLITS ET APPAREILS DE FROID DE L'HOGGY : FROID NGELAW - 8 382 480 F CFA TTC

Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des entreprises qui ont fait l'objet de la consultation en violation de la circulaire 004 du PM ;

Il s'y ajoute que le procès- verbal d'ouverture des plis indique que les lettres d'invitation ont été envoyées à six candidats potentiels alors que seules trois lettres d'invitation ont été jointes au dossier ;

Il était consigné dans le cahier des charges que l'entretien concernait 40 climatiseurs, 130 splits et 10 congélateurs alors que le tableau mentionné dans le procès- verbal d'ouverture des plis et présentant les offres des soumissionnaires indiquent un nombre de 30 climatiseurs, 120 splits, 6 chambres froides pour la morgue et 3 chambres froides pour la cuisine, nous rappelons en sus, de tout cela qu'aucun cadre de devis estimatif ou bordereau quantitatif n'a été joint au dossier ;

Le procès- verbal d'ouverture des plis annonce qu'une seule offre a été reçue alors qu'en le parcourant, nous notons que quatre offres ont été reçues ;

A l'ouverture des plis, la commission des marchés n'a pas procédé à la vérification des pièces administratives requises dans le cahier des charges ;

Ces pièces administratives mentionnées à l'article 2 du cahier des charges n'ont pas également fait l'objet de contrôle et d'évaluation dans le rapport d'évaluation en violation de l'article 44 du CMP. De plus, les spécifications techniques n'ont pas été détaillées, la commission technique s'est contentée de marquer « article 3 détail de l'entretien » pour chaque matériel, cet article contient le détail des spécifications techniques dans le cahier des charges. Les critères de qualification cités à l'article 2 du cahier des charges n'ont pas été également vérifiés pour les soumissionnaires ;

De plus, ce même rapport indique que DANFOSS n'a pas coté les services relatifs à l'entretien des chambres froides de la morgue et de la cuisine alors qu'à l'ouverture des plis, il a été consigné dans le procès verbal y relatif que ce soumissionnaire avait coté ces prestations pour 4 000 F CFA HT chacune ;

Nous constatons une forte disparité entre les prix cotés par l'attributaire et les autres soumissionnaires. A titre d'exemple, nous avons noté que Froid Nguélaw a coté pour l'entretien des 120 climatiseurs un prix unitaire de 4 720 F CFA TTC alors que Danfoss et les Ets Serigne Saliou ont coté 11 800 F CFA et MATFORCE 17 700 F CFA, il en est de même pour l'entretien des splits ;

La commission technique a déclaré toutes les offres conformes sur le plan technique alors qu'il est indiqué que DANFOSS n'a pas soumissionné pour l'entretien des chambres froides de la morgue et de la cuisine donc son offre devait être considérée comme non exhaustive ;

A l'ouverture des plis, le montant lu et consigné dans le PV concernant la chambre froide de la cuisine était de 247 780 F CFA. Par la suite, lors de l'évaluation, la commission technique a pris en compte un prix unitaire de 24 780 F CFA TTC sans indiquer qu'il s'agit d'une correction d'une erreur ou autre et a donc fait une proposition d'attribution à Froid Nguélaw pour un montant annuel de 5 706 480 F CFA TTC ;

A l'examen du procès- verbal d'attribution, nous avons constaté que le tableau contenant les offres financières reprend toujours le prix

unitaire de 247 780 F CFA pour la chambre froide de la cuisine, ce qui ramène le montant arrêté préalablement par la commission technique, à 8 382 480 F CFA TTC, montant d'ailleurs qui a fait l'objet de la contractualisation ;

La commission des marchés mentionne dans le PV d'attribution qu'il s'agit d'un marché de clientèle alors que ceci n'avait été précisé ni dans le cahier des charges ni dans les lettres d'invitation, en plus, des quantités ont été indiquées dans le cahier des charges et les soumissions ont été faites sur la base de quantités bien précises en violation de l'article 25 du CMP qui stipule qu'« un marché de clientèle est un marché par lequel l'autorité contractante s'engage à confier au prestataire ou au fournisseur retenu des commandes portant sur une catégorie déterminée de prestations de services, fournitures ou travaux d'entretien ou de maintenance, sans indiquer la quantité ou la valeur globale des commandes » ;

Il s'y ajoute que l'autorité contractante n'a pas requis l'avis de la DCMP pour passer un marché de clientèle tel que stipulé par l'article 140.a) du CMP ;

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM ;

Les clauses relatives aux pénalités de retard et au délai d'exécution ne sont pas mentionnées dans le contrat en violation des articles 13 alinéas 6 et 7 et 133 du CMP ;

Les documents liés à l'exécution (bon de commande, attestation de service fait, facture définitive...) et au règlement (chèque ou virement bancaire, précompte et justificatif du reversement de la TVA) du marché n'ont pas été versés au dossier ;

Les offres n'ont pas été non plus versées au dossier.

DRP ACQUISITION DE SPLITS ET CLIMATISEURS MURAUX : R.M.E - 14 965 676

Les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donnent pas d'indications sur l'identité des soumissionnaires auxquels ces lettres ont été envoyées et elles portent le même numéro d'enregistrement;

Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt ;

Le justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

Une marge de fluctuation de 20%, en baisse a été appliquée, par la commission, pour se conformer à l'article 53 du CMP, sur les seuils de passation ; mais c'est plutôt une mauvaise préparation du dossier d'appel à la concurrence qui est à l'origine de cette situation ; en effet, les articles 5 et 9 du CMP, imposent à l'Autorité Contractante, avant tout appel à la concurrence, respectivement, de procéder à la détermination, le plus exactement possible, des besoins à satisfaire et d'évaluer le montant estimé des prestations, afin de s'assurer de l'existence préalable des crédits nécessaires, à leur exécution et en s'y conformant, l'Autorité Contractante aurait passé le marché par appel d'offres et non par DRP, car nonobstant cette baisse des quantités les deux autres soumissionnaires sont toujours au-delà du seuil et l'attributaire a dû, pour certains postes, proposer des splits de 2,5 CV, au prix d'un split de 2 CV, pour être conforme ; et la commission a considéré à tort, l'offre de l'attributaire, comme un avantage car, en acceptant des splits de puissance supérieure, l'AC augmente sa consommation en carburant, et du coup, leur coût d'entretien ; en prenant cette décision, la commission n'a pas pris en compte le coût d'utilisation de ces splits qui va être plus coûteux (article 59.1 du CMP) et qui enfreint le principe d'économie édicté par le CMP.

On retrouve dans la liste des candidats short listés, des entreprises spécialisées dans la Chaudronnerie, la Tuyauterie, la Construction, en violation de l'article 44 du CMP, sur les capacités techniques à exécuter le marché ;

L'examen des offres nous a permis de noter une similitude entre les factures pro forma des différents soumissionnaires, avec les mêmes fautes commises sur ce dernières (salle construction à la place de salle consultation, médecine interne à la place de médecine interne) et une mise en forme identique avec des tableaux et libellés similaires, laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs ou un simulacre de marché ;

La lettre de notification d'attribution du marché, n'est pas classée dans le dossier ;

Les candidats non retenus n'ont pas informés du rejet de leurs offres en violation de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM ;

Le bon de commande, le bordereau de livraison, les pièces justificatives de règlement et le PV de réception définitive ne sont pas joints au dossier.

DRP FOURNITURE DE MATERIELS ET TRAVAUX D'INSTALLATION DE CIRCUITS DE FLUIDES MEDICAUX : AFSI - 12 622 500 F CFA TTC

La lettre de saisine transmise aux candidats short listés ne donne pas d'indications sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres d'invitation ont été envoyées, en violation de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Le justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis, n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

L'examen du tableau comparatif des offres financières dressé par la commission technique chargée de l'évaluation des offres montre que l'offre d'AFSI est à 12 622 500 F CFA TTC, alors que son offre, classée dans le dossier, n'est pas exhaustive et ne porte que sur une partie des prestations, pour un montant de 6 482 500 F CFA TTC. Des accessoires qui n'étaient pas dans son offre ont été cotés, nous ne savons pas sur quelle base, dans le tableau comparatif des offres financières et le marché lui a été attribué pour un montant de 12 622 500 F CFA TTC ;

Aucun justificatif de sa qualification n'a été classé dans son dossier, alors qu'AIR LIQUIDE a produit toutes les pièces justificatives requises, la comparaison des offres n'ayant apparemment, porté que sur le critère prix, en violation de l'article 59 du CMP.

DRP FOURNITURES ET MOBILIERS DE BUREAU : DABAKH OFFICE - 14 885 500 F CFA TTC

Bien que spécifié dans la lettre d'invitation adressée aux différentes entreprises dans son avant dernier paragraphe que le cahier des charges est annexé à ces lettres, ce dernier n'a pas été joint dans le dossier ;

Les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donne pas d'indication sur l'identité des soumissionnaires, auxquels ces lettres sont adressées, en violation des recommandations de la circulaire n°004 du PM ;

Les convocations des membres de la commission des marchés ne sont pas jointes dans le dossier, en violation des dispositions de l'article 39 du CMP ;

Les fonctions des membres de la commission ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture ;

A l'exception de l'attribitaire DABAKH OFFICE, tous les autres soumissionnaires ont soumis des offres au-delà du seuil de 15 000 000 F

CFA TTC applicable aux DRP de fournitures et services, et pour des professionnels au fait des procédures de DRP, il nous semble qu'il s'agit d'une procédure simulée ;

L'examen des offres des soumissionnaires (ETS ADJA FA et CARREFOUR MOBILIER DABAKH) a permis de constater, qu'aucune indication relative à leur existence légale notamment l'immatriculation au Registre du Commerce et aux taxes indirectes n'a été donnée, en violation des dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatives aux conditions d'accès à la commande publique ;

Le procès-verbal d'ouverture ne fait pas état de la transmission des pièces administratives, en violation des instructions aux candidats et des articles 43 et 44 du CMP ;

La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre, n'a pas été classée dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

La lettre de notification de l'attribution provisoire n'a pas été jointe au dossier ;

Au regard de la lettre d'invitation adressée aux candidats dans laquelle, le dépôt des offres est prévu le 05 octobre 2012, nous avons noté une incohérence avec l'historique du dossier du rapport technique d'évaluation qui mentionne la date du 11 septembre 2012 comme date de remise des offres et d'ouverture des plis et celle du 12 septembre 2012, pour le choix final de l'attributaire ;

Le contrat n'a pas été mis à notre disposition ;

La TVA a été précomptée mais, le justificatif de son reversement n'a pas été joint au dossier.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Se conformer au délai calendaire de préparation des propositions ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 142 du CMP, sur le rôle des agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante ;

Veiller à ne pas introduire de nouvelles règles, en cours de procédure ;

Veiller au respect de la pratique professionnelle qui voudrait que la NTM soit fixée entre 70 et 80 points ;

Se conformer à l'article 39 du CMP, sur le délai de cinq (5) jours entre la date de convocation des membres de la commission et la date de la réunion ;

Se conformer à l'article 66.2 du CMP sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;

Se conformer à l'article 67.4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats;

Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus, la mainlevée de la garantie de soumission du candidat non retenu et la publication de l'attribution provisoire;

Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive ;

Il convient de demander aux autorités de se conformer à l'article 424.12 du CGI, en veillant à soumettre les contrats à la formalité d'enregistrement, avant la mise en paiement des factures ;

Se conformer à l'article 27 du CMP, sur la PRM et à l'article 18 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011, portant Règlement Général de la Comptabilité Publique ;

Se conformer aux dispositions de l'article 9 du CMP, sur l'existence préalable de crédits ;

Se conformer à l'article 44.3 du CMP sur le délai de fourniture des pièces administratives ;

Veiller à ne pas faire de confusion entre la vérification des critères d'évaluation des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;

Procéder à une évaluation en bonne et due forme conformément aux dispositions de l'article 59 du CMP ;

Veiller au respect de l'article 70 du CMP, sur le délai d'attribution des marchés ;

Se conformer au point IC 33.3 (d) des DPAO, sur le délai d'exécution des marchés ;

Veiller aux dispositions des articles 13.7 et 133 du CMP, sur la mention obligatoire des pénalités de retard dans le contrat ;

Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 134 du CMP, sur l'application des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable ;

Se conformer aux dispositions des articles 13 alinéa 6, 25, 43, 44, 78.2 et 140.a) du CMP ;

Veiller à harmoniser et mettre en cohérence les informations consignées dans les documents de passation des marchés ;

Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus ;

Il convient de demander aux autorités de veiller à reverser la TVA ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
-
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
-

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AO Fourniture de produits et matériel d'entretien	AO Fourniture de médicaments et consommables médico- pharmaceutiques	AO Fourniture d'imprimés, consommables informatiques et fournitures de bureau		
	SET 2000	15 attributaires	Lot 1 : ETI	Lot 2 : ETI	Lot 3 : Office Choice
Montants en F CFA TTC	Min : 21 786 222 Max : 29 958 357	348 899 536 F CFA TTC	Min : 6 987 960 Max : 10 392 850	Min : 23 093 173 Max : 36 304 458	Min : 5 180 507 Max : 8 140 796
Fonctions des membres de la CM non précisées dans les procès- verbaux	✓		✓		
Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires		✓			
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires		✓			
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM	✓				
Non-respect de l'article 39.1 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des	✓	✓			

Marchés			
Violation de l'article 45.a du CMP sur les renseignements et justifications à fournir			✓
Violation de l'article 44.3 du CMP sur le délai de transmission des pièces administratives		✓	✓
Violation de l'article 64-4 de la Directive 004/2005/CM/UEMOA, portant procédure de passation des marchés	✓		
Violation de l'article 65 du CMP sur les marchés déclarés sans suite		✓	
Violation de l'article 66 du CMP sur l'avis d'appel d'offres	✓	✓	
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓	✓	✓
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché	✓	✓	
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de	✓	✓	✓

leurs offres			
Non -respect de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumission	✓	✓	
Violation des articles 84 et 85 du CMP sur la signature, l'approbation, la notification des marchés	✓	✓	
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard		✓	
Violation de l'article 140.a) du CMP sur l'avis de la DCMP sur le DAO	✓	✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424-12 du CGI)	✓	✓	✓

Description	AOO Fourniture de services de gardiennage	AOO Fourniture de denrées alimentaires		AOR Fourniture de denrées alimentaires		AMI Fourniture de services de prestations intellectuelles : Audit du Personnel
Attributaires	CSSA	Lot 4 : ETS GUEYE & ASSOCIES	Lot 5 : TOUBA MULTI SERVICES	Lot 1 : SAMBA MBODJI	Lot 2 : SENPREST O	-
Montants en F CFA TTC	31 886 000	Lot 4 : Viande : Minimum : 74 689 500 Maximum : 101 050 000	Lot 5 : poisson frais : Minimum : 49 776 000 Maximum : 67 334 000	Lot 1 Minimum : 113 504 340 Maximum: 217 591 860	Lot 2 Minimum : 16 058 880 Maximum : 21 229 920	-
Arrêté 12786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux commissions des marchés	✓	✓		✓		
Violation de l'article 24 du COA	✓	✓		✓		

sur les principes fondamentaux applicables aux achats				
Violation de l'article 27 du CMP sur les personnes responsables du marché et de l'article 18 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011, portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique.			✓	
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation de la commission des marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation	✓	✓		
Violation de l'article 63.2 du CMP sur le délai minimal de préparation des offres		✓	✓	
Violation de l'article 66.2 du CMP sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres		✓	✓	
Violation de l'article 64 .4 de la Directive 004/2005/CM/UEMOA portant procédure de passation des marchés		✓		
Violation de l'article 67-4 du CMP sur la transmission du procès- verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓	✓	✓	
Fonctions ou qualités des				✓

membres de la CM non précisées dans les procès-verbaux				
Non harmonisation des informations consignées dans les documents de passation des marchés				✓
Violation de l'article 80 du CMP sur les marchés de prestations intellectuelles				✓
Violation de l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus		✓	✓	
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai d'attribution du marché		✓		
Violation de l'article 85 du CMP sur la notification définitive		✓		
Violation de l'article 140.a) du CMP sur l'avis a priori de la DCMP sur les marchés à commande		✓	✓	
Violation de l'article 142 du CMP sur le rôle des organes de contrôle interne			✓	
Violation de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats			✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓

Description	DRP Entretien et maintenance de son parc de climatiseurs, splits et appareils de froid	DRP Fourniture de machine à laver	DRP Fourniture de Poulets, Légumes et Condiments		
Attributaires	Froid Nguélaw	Mobilia	Lot 1 : Poulets : Basif	Lot 2 : Légumes: Basif	Lot 3 : Condiments GIE Aïta Thiaw
Montants en F CFA TTC	8 382 480	14 726 400	2 370 000	3 187 500	3 063 000
Carence dans l'évaluation des offres	✓		✓		
Fonctions des membres de la CM non précisées dans les procès- verbaux		✓			
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓		
Violation de l'article 13alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions	✓				

obligatoires			
Violation de l'article 25 du CMP sur les marchés de clientèle	✓		
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓	✓	
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓		
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓
Non- respect de l'article 133 du CMP relatif aux pénalités pour retard	✓		
Violation de l'article 140.a) du CMP sur l'avis de la DCMP sur le DAO	✓		

Description	DRP Acquisition de splits et climatiseurs muraux	DRP Fourniture de matériels et travaux d'installation de circuits de fluides médicaux	DRP Fournitures et mobiliers de bureau
Attributaires	R.M.E	AFSI	DABAKH OFFICE
Montants en F CFA TTC	14 965 676	12 622 500	14 885 500
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓		✓
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères de qualification		✓	
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓	✓	
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓
Signes de collusion	✓		
Non- reversement de la TVA			✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 PRESENTATION DE L'HOGGY

L'Hôpital Général de Grand Yoff est en continuité avec celui de l'ex- Centre de Traumatologie et d'Orthopédie (CTO).

Le CTO fut un centre spécialisé dans le traitement des accidents du travail, domestiques et de la voie publique.

Avec un déficit cumulé de 3 milliards puis 6 milliards après seulement cinq ans d'exercices et de lourds contentieux sociaux, la Caisse de Sécurité Sociale fut obligée de rétrocéder l'hôpital à l'État le 8 janvier 1996.

Le CTO change alors d'objectif et devient l'Hôpital Général de Grand Yoff avec pour mission d'offrir toutes les prestations d'un hôpital à vocation générale.

L'HOGGY a une vocation nationale voire sous régionale. Cependant, l'analyse de la provenance des malades permet de constater qu'il est surtout fréquenté par les populations qui vivent dans l'environnement immédiat de l'établissement.

En effet, sur un échantillon de 100 patients reçus par l'hôpital, seulement 47 habitent les quartiers environnants (Grand Yoff, Parcelles Assainies), 33 proviennent des quartiers suburbains (Pikine, Guédiawaye, Rufisque, Bargny).

Les habitants du Dakar ville fréquentent très peu l'HOGGY (3%). Les patients qui viennent de l'intérieur du pays représentent environ 5,5 % ; et 0,6 % sont des ressortissants de pays limitrophes.

L' HOGGY est un EPS hospitalier de niveau 3. A ce titre, il a pour mission d'assurer des soins de qualité équitables, au moindre coût, à tous les citoyens.

Aussi, L'Hôpital Général de Grand Yoff a pour objectifs de :

- Améliorer les conditions de fonctionnement de l'HOGGY ;
- Améliorer la qualité des soins ;
- Améliorer l'évaluation des pratiques professionnelles ;
- Mesurer les performances ;
- Objectiver la capacité de l'HOGGY à donner des soins de qualité de façon régulière et réviser ou remettre en cause son fonctionnement pour la mise en œuvre de soins de qualité ;
- Améliorer les systèmes d'accueil ;
- Elaborer les procédures de soins ;
- Favoriser l'amélioration continue de la qualité des soins par la volonté d'auto - évaluation ;
- Favoriser l'évaluation externe.

L'Hôpital Général de Grand Yoff a connu plusieurs statuts au cours de son évolution.

Ainsi, d'un Hôpital privé au début de sa création, l'HOGGY passe d'un hôpital public jusqu'en 1996, pour devenir aujourd'hui Établissement Public de Santé avec l'avènement de la réforme hospitalière.

Son organisation repose sur différentes instances qui ont des rôles variés et divers :

Le Conseil d'Administration (CA) : institué par la loi N°98/12 du 02 Mars 1998 en son article 3, est chargé de définir la politique générale de l'établissement, délibérer sur les mesures de gestion, contrôler l'application des directives présidentielles, notamment celles issues des corps de contrôle, délibérer chaque année sur le rapport de gestion sociale présenté par le Directeur.

Le Directeur, nommé par décret présidentiel, agent de la hiérarchie A, il représente l'Établissement en justice dans tous les actes de la vie civile (article 14, N°9/702 du 26 Août 1998). En outre, il assure la gestion générale de l'établissement, prépare les réunions du CA et en assure le secrétariat, exécute les résolutions qui y sont issues, en même temps que les décisions de la tutelle.

La Commission Médicale d'Établissement (CME) : institué par le décret N°98/701 du 26 Mars 1998, elle est composée de l'ensemble des chefs de services médicaux, pharmaceutiques et d'odontologie et de trois représentants des corps de médecins, pharmaciens et chirurgiens dentistes élus par leurs pairs.

Le Comité Technique d'Établissement (CTE) : Il est créé dans chaque établissement public de santé par la loi N°98/08 du 02 Mars 1998, en son article 25 portant réforme hospitalière et le décret N°98/701 du 26 Août 1998 relatif à l'organisation des établissements publics de santé. Présidé par le Directeur, le CTE est composé des représentants de l'ensemble des catégories professionnelles présentes dans l'établissement. Ainsi chaque membre est élu dans sa catégorie professionnelle par ses pairs.

C'est un organe consultatif qui se réunit au moins deux fois par an pour donner son avis sur : l'hygiène et la sécurité dans l'établissement, les projets et programmes de l'Etablissement, les conditions et l'organisation du travail, la lutte contre les infections nosocomiales, la politique générale de formation du personnel et le plan de formation.

C'est ce socle institutionnel qui définit et oriente l'activité de l'établissement dont l'exécution est assurée par les services médicaux, médico-techniques et administratifs.

2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.3.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;

- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.3.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuyons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.3.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés cotés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;

- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

2.3.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous avons produit à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1^{er} février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;

- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;

- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHÉS

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Hôpital Général de Grand Yoff pour apprécier la capacité de l'hôpital à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous avons mis en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès-verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès-verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès-verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité sera examiné à ce niveau. Il portera sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences ont été mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) du CETUD, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par note de service N° 00731/DIR/ADCPM/MK du Directeur en date du 20 mars 2012 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. Les fonctions qu'occupent les membres de la Commission des Marchés au sein du CETUD ne sont pas précisées dans l'acte de nomination de ces derniers.

Les procès- verbaux d'ouverture des plis ne sont pas systématiquement transmis aux candidats conformément aux prescriptions de l'article 67-4 du Code des Marchés Publics et aux règles de transparence édictées par l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration.

Il convient de signaler que la Commission des Marchés n'a pas respecté ses obligations d'information des soumissionnaires notamment l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures de Demande de Renseignements et de Prix. Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres doivent être établies conformément aux prescriptions de l'article 78 du Code des Marchés Publics.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée le 1^{er} octobre 2009 conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres (titulaires et suppléants) de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés. Lesdites attestations ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP en même temps que les décisions instituant la CM et la CPM. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'HOGGY, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 28 janvier 2011. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'HOGGY

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'HOGGY sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HOGGY EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMP			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

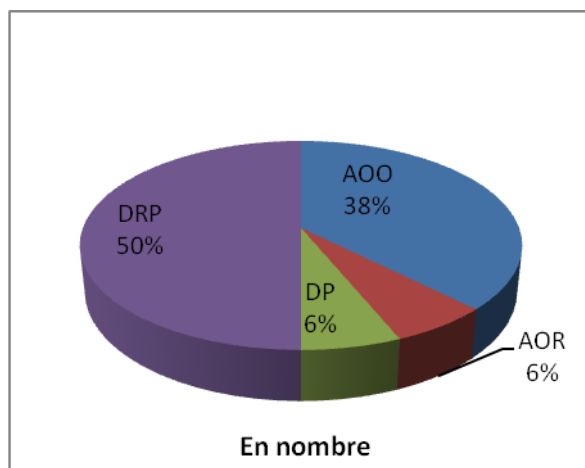
4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

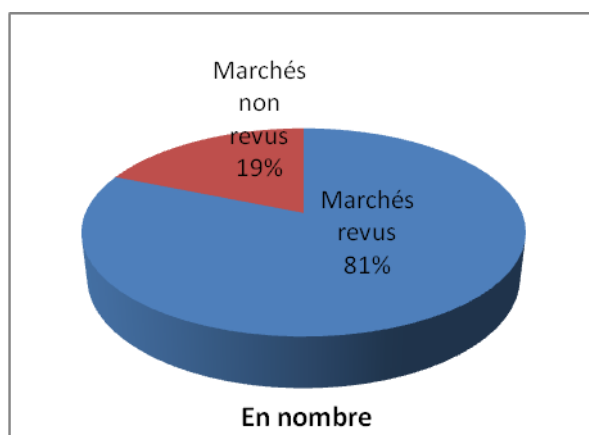
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appels d’offres ouverts (AOO)	6	380 785 536	5	380 785 536	83%	100%
Appels d’offres restreints (AOR)	1		1		100%	-
Demandes de Propositions (DP)	1	11 358 000	1	11 358 000	100%	100%
Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	8	93 329 858	6	74 203 356	75%	80%
Ententes directes (ED)					-	-
Avenants					-	-
Total	16	485 473 394	13	466 346 892	81%	96%

La répartition des marchés présentés se présente comme suit :

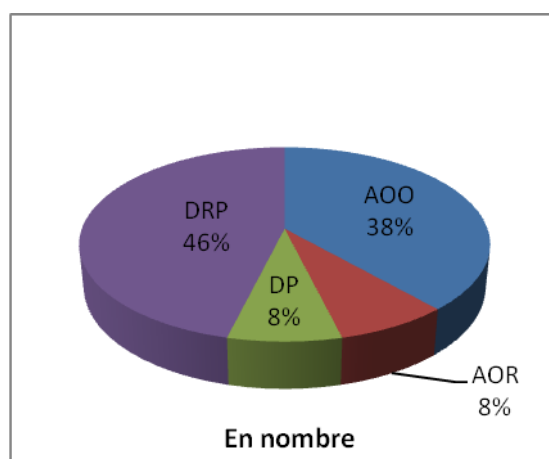


CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE

4.2.2. MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE PROPOSITION

DP/01/2012 AUDIT DU PERSONNEL	
Date de publication de la Manifestation d'intérêt	09 août 2012 « Le Soleil » Avis d'additif 22 août 2012 « Le Soleil »
Date de réception des MI	09 septembre 2012 à 10h30mn
Délai de préparation des offres de la manifestation d'intérêt	30 jours
Date d'évaluation de la manifestation d'intérêt	-
Date d'invitation des consultants	22 novembre 2012
Date de dépôt des offres	14 décembre 2012
Date d'ouverture des plis	Néant
Délai de préparation des offres	21 Jours
Durée de validité de l'offre	90 jours après la date de soumission
Date d'attribution provisoire	Néant
Date de publication de l'attribution provisoire	Néant
Date du contrat	Néant
Date d'approbation	Néant
Date d'enregistrement du contrat	Néant
Fournisseurs consultés	Trois (03) candidats ont été consultés : CABINET EXA

	CABINET KPMG, CABINET FIDUSEN BSA
Nombre d'offres reçues	Trois (03) candidats ont répondu : CABINET EXA, CABINET KPMG, CABINET FIDUSEN BSA
Délai d'exécution	02 mois
Attributaire	Néant
Montant du marché en F CFA	11 358 000 F CFA
Non conformités	<p>Le délai de préparation de la DP est de 21 jours alors que ce délai doit être de 30 jours calendaires conformément à l'article 63.2 du CMP ;</p> <p>Monsieur Moussa Kébé, Responsable de la Cellule de Passation des Marchés est membre de la commission technique d'évaluation alors qu'il est soumis aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction, de conflit d'intérêt que les membres des Commissions des Marchés ; en effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante, ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, sont de facto, exclus des Commissions Techniques d'Évaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés, conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;</p> <p>Pour l'évaluation des manifestations d'intérêt, il a été défini trois (3) grilles de notation, chaque grille étant notée selon des critères bien définis et une note technique minimale de soixante (60) points requise. Nous avons constaté à l'examen du procès verbal d'attribution qu'un vote a été opéré pour le choix de l'attributaire. Ce procédé, non reconnu par le CMP, est contraire au principe de transparence car le jugement des offres ne peut être effectué qu'au regard de critères préalablement définis et annoncés, dans les Dossiers d'Appel à la Concurrence, lesquels doivent être objectifs, opérationnels, non discriminatoires, pondérés ou hiérarchisés ; Cette Note Technique Minimale (NTM) fixée à 60 points sur 100 est anormalement basse. Dans les marchés de prestations intellectuelles, la qualité technique est un élément essentiel du choix du prestataire, ce faisant, la pratique professionnelle voudrait que la NTM soit fixée à un niveau pouvant assurer à l'Autorité Contractante, que le potentiel attributaire a les capacités techniques requises, pour effectuer la mission, cette</p>

	<p>NTM varie généralement entre 70 et 80 points sur 100 ;</p> <p>Une incohérence notoire sur les dates a été relevée car, la Demande de Proposition a été adressée aux candidats présélectionnés, le 22 Novembre 2012 et l'examen de leurs offres techniques prévu le 04 Octobre 2012, donc, à une date antérieure à la saisine desdits candidats, ce qui est matériellement impossible ;</p> <p>Les Procès Verbaux d'ouverture des offres techniques de la demande de propositions, d'évaluation des offres techniques, d'évaluation des offres financières, d'attribution provisoire, de négociation et le contrat n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.</p>
Recommandations	<p>Se conformer au délai calendaire de préparation des propositions ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 142 du CMP, sur le rôle des agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante ;</p> <p>Veiller à ne pas introduire de nouvelles règles, en cours de procédure ;</p> <p>Veiller au respect de la pratique professionnelle qui voudrait que la NTM soit fixée entre 70 et 80 points ;</p> <p>Se conformer à l'article 39 du CMP, sur le délai de cinq (5) jours entre la date de convocation des membres de la commission et la date de la réunion ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.3. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES OUVERT

AO FOURNITURE DE PRODUITS ET MATERIEL D'ENTRETIEN	
Date de publication de l'AAO	26 Mars 2011
Date limite de dépôt des offres	27 Avril 2011
Délai de préparation des offres	31 jours
Date d'ouverture des plis	27 Avril 2011 à 10 heures 30 minutes
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	08 Septembre 2011
Date de l'attestation d'existence de crédits	07 Octobre 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	05 Octobre 2011
Date de publication de l'attribution provisoire	-
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	-
Date de souscription	23 Janvier 2012
Date d'approbation	23 Janvier 2012
Date d'immatriculation	25 Janvier 2012
Date de notification	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	Un an renouvelable par avenant
Garantie de soumission	500 000 F CFA TTC
Attributaire	SET 2000
Montant du marché en TTC	21 786 222 F CFA TTC minimum 29 958 357 F CFA TTC maximum

<p>Non conformités</p>	<p>Le justificatif de la saisine de la DCMP et son ANO sur le DAO, pour les marchés à commande, n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 140.a du CMP ;</p> <p>L'avis d'appel d'offres ne mentionne pas qu'il s'agit d'un marché à commande, en violation de l'article 66.2.a), sur l'objet du marché ;</p> <p>L'avis d'appel d'offres renvoie les candidats au DAO, pour les détails des critères de qualification, alors que toutes les exigences en matière de qualification, doivent être portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres, en violation de l'article 66.2.e) du CMP, sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;</p> <p>L'exigence des candidats d'un marché de taille similaire est un critère discriminatoire, constitutif d'une entrave au libre accès à la commande publique et d'une rupture du principe d'égalité des candidats ;</p> <p>Les convocations des membres de la commission des marchés, pour la séance d'ouverture des plis, n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP ;</p> <p>Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt ;</p> <p>Le nombre de candidats ayant acquis le DAO n'a pas été mentionné à l'entame de la séance d'ouverture des plis, alors que cette information sur le nombre de prestataires ayant retiré le DAO, permet d'apprécier l'étendue de la publicité mais également, de valoriser le produit de la vente des DAO ;</p> <p>Le justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis, aux candidats n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>L'attribution du marché a eu lieu, plus de quatre (4) mois après l'ouverture des plis alors que l'article 70 du</p>
-------------------------------	--

	<p>CMP fixe un délai de quinze (15) jours, sauf prorogation de dix (10) jours, après avis de la DCMP ;</p> <p>Une demande de prorogation de la durée de validité des offres n'aurait pas été adressée aux candidats, en violation de l'article 64 .4 de la Directive 004/2005/CM/UEMOA portant procédure de passation des marchés ;</p> <p>La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'a pas été classée dans le dossier. Cette information des candidats non retenus, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi, en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel ; c'est aussi une exigence de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>L'attestation de mainlevée de la garantie de soumission du candidat non retenu, n'a pas été classée dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution provisoire et le support de publication de l'attribution provisoire du marché n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>Le marché a été signé par le SAF, alors que ce dernier n'a pas reçu une délégation formelle du Directeur de l'HOGGY Personne Responsable des Marchés à cet effet, pour une catégorie précise de marchés, au sens de l'article 27 du CMP. Cette délégation doit être faite dans les mêmes formes que la désignation des Administrateurs de Crédits Délégués organisée par l'article 18 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011, portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique. Ce faisant, ce contrat, signé par le SAF, est normalement frappé de nullité ;</p> <p>Le marché n'est pas complet et ne comporte pas les bordereaux des prix, présentés par le titulaire, le bordereau des quantités et le cahier des clauses techniques qui font partie intégrante du marché ;</p> <p>Le marché n'a pas été soumis à la formalité d'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du</p>
--	--

	<p>Code Général des Impôts ;</p> <p>La lettre de notification et le support de publication de l'attribution définitive du marché n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP ;</p> <p>Aucun acte d'exécution du marché (bon de commande, bordereau de livraison, factures et PV de réception) et de règlement du marché (ordres de paiement, copies chèques ou ordres de virement) n'ont été classés dans le dossier qui nous a été remis.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 66.2 du CMP sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus, la mainlevée de la garantie de soumission du candidat non retenu et la publication de l'attribution provisoire ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de se conformer à l'article 424.12 du CGI, en veillant à soumettre les contrats à la formalité d'enregistrement, avant la mise en paiement des factures ;</p> <p>Se conformer à l'article 27 du CMP, sur la PRM et à l'article 18 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011, portant règlement général de la Comptabilité Publique ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO/06/2011 FOURNITURES DE MEDICAMENTS ET CONSOMMABLES MEDICO PHARMACEUTIQUES (Marché à commande : 14 lots)	
Date de publication de l'AGPM	28 Janvier 2011 dans « Le Soleil »
Date de transmission du DAO à la DCMP	Lettre non transmise
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	-
Date de publication de l'AO	12 Juillet 2011 « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 Août 2011
Délai de préparation des offres	29 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date de l'évaluation technique	-
Date de convocation des membres de la CM	-
Date d'attribution	04 Octobre 2011
Date de demande d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	-
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	-
Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus	03 Mai 2012
Date de publication de l'attribution provisoire	18 Avril 2012 dans « Le Soleil »
Date de souscription	STE, DIMINTER, AFRIMED, ESR : 30 Novembre 2012
Date d'approbation	STE, DIMINTER, AFRIMED, ESR : 30 Novembre 2012 TECHNOLOGIES SERVICES : 04 Juin 2012

Date de l'attestation d'existence de crédits		néant
Date d'immatriculation		STE : N° F0073/13 DIMINTER : 15 Janvier 2013 F0070/13 AFRIMED : 18 Janvier 2013 F0090/13 ESR : 18 Janvier 2013 F0093/13
Date de notification du marché		-
Date de notification d'attribution définitive		-
Date d'enregistrement du contrat		-
Date de l'avis de la DCMP sur le contrat (si requis)		-
Date de publication de l'avis d'attribution définitive		-
Délai d'exécution		5 jours après réception du bon de commande du marché
Attributaires	FHM	23 433 000 F CFA
	MND	4 035 800 F CFA
	ESR	23 501 994 F CFA
	VALDAFRIQUE	17 510 500 F CFA
	DIMINTER	247 274 F CFA
	AVALON PHARMA	83 240 000 F CFA
	GLOBAL PHARMA	9 190 195 F CFA
	AFRIMED	11 245 380 F CFA
	STE	31 588 710 F CFA
	TBS	28 393 040 F CFA
	DELTA MEDICAL	24 460 550 F CFA
	TECHNOLOGIES SERVICES	12 883 715 F CFA
	VITAL PHARMA	37 179 180 F CFA

	SFM	4 139 600 F CFA
	DRP	37 850 598 F CFA
Non conformités	<p>La demande de l'avis de la DCMP, pour les marchés à commande et l'ANO de celle-ci sur le DAO, n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 140.a du CMP ;</p> <p>L'avis d'appel d'offres renvoie les candidats au DAO, pour les détails des critères de qualification, alors que toutes les exigences en matière de qualification doivent être portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres, en violation de l'article 66.2.e) du CMP, sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;</p> <p>Le nombre de candidats ayant acquis le DAO n'a pas été mentionné à l'entame de la séance d'ouverture des plis, alors que cette information sur le nombre de prestataires ayant retiré le DAO, permet d'apprécier l'étendue de la publicité mais également, de valoriser le produit de la vente des DAO ;</p> <p>L'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés, aux séances de réunion, n'aurait pas été respectée, car les convocations n'ont pas été classées le dossier, en violation l'article 39 du CMP ;</p> <p>La commission des marchés donne un délai d'une (1) semaine aux candidats pour fournir les pièces administratives manquantes, alors qu'ils peuvent les compléter jusqu'à l'attribution provisoire, en violation de l'article 44.3 du CMP ;</p> <p>Les justificatifs de la transmission du PV d'ouverture des plis, aux candidats, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>L'autorité contractante a évoqué des contraintes budgétaires pour ne pas attribuer certains lots. Ceci est en violation de l'article 9 du CMP qui préconise aux autorités contractantes de faire une bonne estimation du coût des prestations envisagées et de s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants ;</p> <p>Les lots et sous lots non attribués du fait de leur disponibilité</p>	

	<p>auprès de la PNA dont l'offre, est largement supérieure aux disponibilités budgétaires prévisionnelles, n'ont pas été déclarés sans suite, après avis de la DCMP, en violation des dispositions de l'article 65 du CMP ;</p> <p>Lors de la détermination des besoins, l'autorité contractante aurait dû faire l'inventaire des articles disponibles auprès de la PNA, conformément à l'Arrêté ministériel n° 8402 MSAS-CAB-CTM4 du 24 Juin 1970, fixant les modalités d'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires et instituant une liste de produits sous forme d'une nomenclature de la PNA, pour faciliter l'approvisionnement pharmaceutique de la santé publique, solliciter l'autorisation de la DCMP et passer une entente directe avec la PNA pour les produits ciblés, conformément à l'article 76.1 du CMP ;</p> <p>L'attribution du marché a eu lieu, plus d'un (1) mois et demi (1/2), après l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du CMP qui fixe le délai d'intervalle entre ces deux étapes à 15 jours pouvant être rallongé de 10 jours après autorisation délivrée par le DCMP ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier, alors que cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel, en violation de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>Les attestations de mainlevées des garanties de soumission des candidats non retenus, n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>L'avis d'attribution provisoire des marchés a été publié plus de cinq (5) mois, après l'attribution provisoire du marché, en violation de l'article 83.3 in fine du CMP ;</p> <p>La lettre portant l'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution (article 140.b) du CMP), n'a pas été classée dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes alors</p>
--	---

	<p>qu'ils auraient dû être vérifiés pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante, pour chaque lot ou sous lot et au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis pour ce dernier, ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite, jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification ;</p> <p>Les contrats de MND, FHM, SFM et DRP n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>Pour les contrats mis à notre disposition, certains ne mentionnent ni de date de souscription, ni d'approbation et leurs fiches d'immatriculation ne sont pas classées dans le dossier ;</p> <p>Une seule attestation d'existence de crédits relative au marché passé avec AVALON PHARMA, a été classée dans le dossier ;</p> <p>Les contrats mis à notre disposition n'ont pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du Code Général des Impôts ;</p> <p>La plupart des actes d'engagement sont incomplets et ne comportent pas les bordereaux des prix, le bordereau des quantités, le calendrier de livraison et le cahier des clauses techniques qui font partie intégrante du marché ;</p> <p>Les lettres de notification et le support de publication de l'attribution définitive des marchés n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 85 du CMP ;</p> <p>Les offres qui ont proposé une livraison au-delà du délai fixé par de DAO n'ont pas été « considérées non conformes », en violation du point IC 33.3 (d) des DPAO qui soutenait le contraire ;</p> <p>Les actes d'engagement ou contrats ne mentionnent pas de pénalités de retard, en violation des articles 13.7 et 133 du CMP ;</p> <p>Aucun justificatif de l'exécution (bons de commande des autres lots, bons de livraison ou PV de réception, factures</p>
--	--

	<p>définitives...) n'est joint au dossier ;</p> <p>Les documents de règlement (ordre de paiement, chèque ou ordre de virement) n'ont pas non plus été classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 140.a du CMP, sur la demande d'ANO de la DCMP, sur le DAO pour les marchés à commande ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 9 du CMP, sur l'existence préalable de crédits ;</p> <p>Se conformer à l'article 66.2 du CMP sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 39 du CMP, sur les convocations des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 44.3 du CMP sur le délai de fourniture des pièces administratives ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ;</p> <p>Veiller à ne pas faire de confusion entre la vérification des critères d'évaluation des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 70 du CMP, sur le délai d'attribution des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus et les attestations de mainlevées de leurs garanties de soumission ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 424.12 du CGI, sur l'enregistrement des contrats ;</p> <p>Se conformer au point IC 33.3 (d) des DPAO, sur le délai d'exécution des marchés ;</p>

	<p>Veiller aux dispositions des articles 13.7 et 133 du CMP, sur la mention obligatoire des pénalités de retard dans le contrat ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO N° 05/2011 Fourniture d'imprimés, consommables informatiques et fournitures de bureau (Marché à commande)	
Date de publication de l'AGPM	28 janvier 2011 dans Le Soleil
Date de publication de l'AO	26 et 27 mars 2011 dans Le Soleil
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	28 avril 2011
Délai de préparation des offres	32 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	-
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution	21 septembre 2011 (Lettre non transmise)
Date de publication de l'attribution provisoire	-
Date de notification d'attribution provisoire	22 septembre 2011
Date d'information des candidats non retenus	-
Date de souscription	Lot 3 : 23 janvier 2011
Date d'approbation	Lot 3 : 23 janvier 2011
Date de l'attestation d'existence de crédits	Lot 3 : 04 octobre 2011
Date d'immatriculation	-
Date de notification du marché	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	Au plus tôt 1 jour après réception du bon de commande et au plus tard 4 jours après réception du bon de commande
Coût estimé du marché	35 000 000 F CFA

Attributaires	Lot 1 : Consommables informatiques	ETI	Minimum : 6 987 960 F CFA TTC Maximum : 10 392 850 F CFA TTC
	Lot 2 : Imprimés	ETI	Minimum : 23 093 173 F CFA TTC Maximum : 36 304 458 F CFA TTC
	Lot 3 : Fournitures de bureau	OFFICE CHOICE	Minimum : 5 180 507 F CFA TTC Maximum : 8 140 796 F CFA TTC
Non conformités		<p>Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas pour la plupart précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis ;</p> <p>La transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'a pas été matérialisée en violation de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>Le bordereau quantitatif daté du 28 avril 2011 d'Office Choice pour le lot 3 comporte des quantités précises avec un montant total de 7 318 124 F CFA TTC alors que le DAO avait requis des quantités minima et maxima puisqu'il s'agit d'un marché à commande ;</p> <p>Il s'y ajoute que ce même soumissionnaire a proposé dans son offre (lot 3) un délai d'exécution de 7 jours après réception du bon de commande alors que les DPAO avaient indiqué un délai d'exécution de 4 jours au plus tard, les offres proposant une livraison au-delà de cette période seront considérées non conformes, ce qui n'a pas empêché la commission des marchés d'attribuer le lot 3 à Office Choice ;</p> <p>De plus, les montants minimum lus et consignés dans le PV d'ouverture des plis sont différents de ceux mentionnés dans les contrats, le rapport d'évaluation n'ayant pas été mis à notre disposition, nous n'avons pas la certitude sur une éventuelle correction lors de l'évaluation des offres ;</p> <p>Le tableau de vérification des pièces administratives du</p>	

	<p>procès- verbal d'ouverture des plis indique que les attestations (IPRES, CSS, IRTSS) remises par certains soumissionnaires sont périmées sans en indiquer la date d'expiration. Nous n'avons pas la certitude si ceci est conforme aux dispositions de l'article 45.a) du CMP qui stipule que « sont considérés comme étant en règle les personnes qui, au 31 décembre de l'année précédant l'avis d'appel à la concurrence, se sont acquittées de leurs impôts, taxes, majorations, pénalités, cotisations et redevances de régulation des marchés publics mis à leur charge lorsque ces produits devaient être réglés au plus tard à la date ci-dessus » ;</p> <p>La commission des marchés n'a pas fixé de délai pour la transmission des pièces administratives manquantes par les soumissionnaires ;</p> <p>Les lettres adressées aux candidats non retenus pour les informer du rejet de leurs offres n'ont pas été transmises en violation de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>Les contrats des lots 1 et 2 qui nous ont été transmis ne portent aucune date. S'y ajoute que pour tous les lots, aucun contrat n'a été soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CGI ;</p> <p>Nous notons une nette carence dans le classement et l'archivage des pièces de marché tel édicté par le manuel de procédure de l'ARMP. En effet, le rapport d'évaluation, le PV d'attribution, les supports de publicités des avis d'attribution provisoire et définitive, les fiches d'immatriculation et les documents liés à l'exécution et au règlement du marché n'ont pas été versés au dossier pour nous permettre d'attester de la conformité de la procédure de passation de ce marché et du respect des délais réglementaires et contractuels.</p>
Recommandations	<p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans le procès- verbal d'ouverture des plis ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 43.a), 67-4 et 83.3 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de</p>

	classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO N° 01/2012 HOGGY FOURNITURE DE SERVICES DE GARDIENNAGE	
Date de transmission du DAO	-
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	12 Juillet 2011
Date de publication de l'AO	13 avril 2012 « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	15 mai 2012 à 10h 30mn
Délai de préparation des offres	31 jours
Date de l'évaluation technique	10 juillet 2012
Date d'attribution	PV non classé
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	-
Date de publication de l'attribution provisoire	-
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	-
Date de souscription	-
Date d'approbation	-
Date d'immatriculation	-
Date de notification	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	-
Garantie de soumission	13 808 400 F CFA
Attributaire	CSSA

Montant du marché en TTC	31 886 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt ;</p> <p>Le justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis, aux candidats n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>La commission technique est composée de seulement deux (2) membres, alors que le minimum requis, est de trois (3) membres ;</p> <p>Le rapport d'évaluation des offres est daté de plus d'un mois (1) et demi (1/2), après l'ouverture des plis, alors que l'article 70 du CMP fixe un délai de quinze (15) jours, pour l'attribution du marché, sauf prorogation d'un délai de dix (10) jours, après avis de la DCMP ;</p> <p>L'offre de CSSA, consignée dans le PV d'ouverture des plis est de 25 488 000 F CFA TTC, alors que dans le rapport d'évaluation, elle est de 31 886 000 F CFA TTC, sans qu'aucune correction de ladite offre n'ait été renseignée dans le dossier qui nous a été soumis ;</p> <p>Le marché a été attribué à la CSSA alors que la visite de ses locaux a clairement révélé, qu'elle n'était pas en mesure de justifier de sa capacité technique à exécuter les prestations, en violation de l'article 59 du CMP ;</p> <p>Le PV d'attribution du marché, la lettre de notification du marché, les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, les attestations de mainlevées des garanties de soumission, le support de publication de l'attribution provisoire, le contrat, la fiche d'immatriculation du marché, la lettre de notification de l'attribution définitive et le support de sa publication ainsi que les justificatifs d'exécution et de règlement du marché, n'ont pas été classés dans le dossier, qui nous a été remis.</p>
Recommandations	<p>Veiller à mentionner les fonctions des membres des commissions des marchés dans le PV d'ouverture des plis ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats;</p> <p>Se conformer à l'article 70 du CMP, sur le délai d'attribution du marché ;</p>

	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES			
Date de transmission du DAO à la DCMP		Non remis	
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO		Non remis	
Date de publication de l'AO		Le soleil le 26 mars 2011	
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis		Le 26 avril 2011 à 10h 30mn	
Délai de préparation des offres		Un (01) mois	
Période de validité des offres		90 jours	
Date de l'évaluation technique		Le 02 septembre 2011	
Date d'attribution		Le 08 septembre 2011	
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution		Le 21 septembre 2011	
Date de publication de l'attribution provisoire		Le 05 janvier 2012	
Date de l'attestation d'existence de crédits		Les attestations de crédits n'ont pas été versées au dossier.	
Date de souscription		-	
Date d'approbation		-	
Date d'immatriculation		-	
Date de notification du marché			
Date d'enregistrement du contrat		Lot 5 : 16 mai 2012	
Date de publication de l'avis d'attribution définitive		-	
Délai d'exécution		-	
Attributaires	Lot 4 : Viande	ETS GUEYE & ASSOCIES	Minimum : 74 689 500 F CFA Maximum : 101 050 000 F CFA

	Lot 5 : Poisson frais	TOUBA MULTI SERVICES	Minimum : 49 776 000 F CFA Maximum : 67 334 000 F CFA
Non conformités	<p>Les convocations des membres de la commission des marchés pour l'ouverture et l'attribution des différents lots du marchés, n'ont pas été joints au dossier en violation des dispositions de l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion ;</p> <p>Les fonctions des membres de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture pour nous permettre d'apprécier l'existence de conflit d'intérêts ou une incompatibilité sur les postes occupés ;</p> <p>Les reçus d'acquisition du DAO, n'ont pas été versés au dossier, ce qui ne nous a pas permis d'apprécier l'étendue e la publicité et de valoriser le produit de la vente des DAO ;</p> <p>L'avis d'appel d'offres, ne mentionne pas que le marché a été lancé sous forme de marché à commande, en violation des dispositions de l'article 66.2 du CMP, sur les mentions obligatoires dudit avis ;</p> <p>Les actes d'engagements des lots 4 et 5 n'ont pas été enregistrés et surtout ne comportent pas de date de signature ;</p> <p>La matérialité de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats présents n'a pu être vérifiée en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>Dans le cadre du contrôle a priori, le justificatif de la saisine de la DCMP sur le DAO, n'a pas été joint au dossier en violation des dispositions de l'article 140 du CMP ;</p> <p>La courrier de la DCMP en date du 21 septembre 2011, fait suite à un premier courrier de la part de l'autorité contractante daté du 08 juillet 2011 et de la réponse de la DCMP datée du 02 aout 2011. Notons que ces courriers n'ont pas été soumis à notre appréciation ;</p> <p>Un écart de cinq (05) mois a été constaté entre la date d'attribution des lots 4 et 5 qui s'est tenu le 08 septembre 2011 et l'ouverture, le 26 avril 2011 en violation des dispositions de l'article 70 du CMP qui fixe un délai de 15 jours, sauf prorogation de 10 jours, après avis de la DCMP ;</p> <p>En outre, au regard de ce délai anormalement long, entre la date limite</p>		

	<p>de dépôt des offres et celle de l'attribution du marché, nous notons que cette attribution a été faite au-delà de la date limite de validité des offres qui était de 90 jours, et par conséquent de celle des garanties de soumission dont la validité était de 118 jours à compter de l'ouverture des plis ;</p> <p>Ainsi, une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres aurait dû être adressée aux candidats, conformément à l'article 64 .4 de la Directive 004/2005/CM/UEMOA portant procédure de passation des marchés ;</p> <p>Après l'examen préliminaire de la situation des renseignements et justifications complémentaires fournis par les candidats, la liste des documents nécessaires à l'examen technique des offres et à l'attribution des lots du marché sera notifiée par écrit à chaque candidat pour un dépôt au plus tard le 04 mai 2011. Ceci est une violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP qui dispose que les candidats ont jusqu'à l'attribution pour déposer les pièces administratives ;</p> <p>Aussi, pour toutes pièces administratives transmises par les soumissionnaires, est apposé dans le tableau 9 relatif à la vérification des soumissionnaires, l'intitulé « fourni ». Notons que cela n'est pas adéquat car il ne nous donne pas la possibilité d'apprécier les dates de validités de ces pièces administratives ;</p> <p>L'attestation de mainlevée de la garantie de soumission du candidat non retenu, n'a pas été classée dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'a pas été classée dans le dossier. Cette information des candidats non retenus, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi, en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. En outre c'est aussi une exigence des dispositions de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>Les supports publications d'attributions provisoires n'ont pas été joints au dossier ;</p> <p>Il en est de même pour les notifications d'attribution définitives et les supports des publications d'attributions définitives qui n'ont pas été joints au dossier, en violation de l'article 85 du CMP.</p>
--	---

Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 67.4 du CMP relatif à la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux candidats ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de se conformer à l'article 424.12 du CGI, en veillant à soumettre les contrats à la formalité d'enregistrement, avant la mise en paiement des factures ;</p> <p>Se conformer à l'article 27 du CMP, sur la PRM et à l'article 18 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011, portant règlement général de la Comptabilité Publique ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.4 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPELS D'OFFRES RESTREINT

AOR – FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES	
-	
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	-
Date des lettres d'invitation aux fournisseurs short- listés	Le 30 septembre 2011
Date de convocation des membres de la CM	-
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 31 octobre 2011
Délai de préparation des offres	Un (01) mois
Durée de validité des offres	90 jours à compter de la date limite de soumission
Date de convocation des membres de la CM	-
Date de l'évaluation technique	09 novembre 2011
Date de convocation des membres de la CM	-
Date d'attribution provisoire	Le 10 novembre 2011
Date d'avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution	Le 28 décembre 2011
Date de publicité de l'avis d'attribution provisoire	Le 05 janvier 2012 dans Le Soleil
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	-
Date de l'attestation d'existence de crédits	Seule l'attestation de réservation de crédit établit au profit des Etablissements Samba Mbodji, attributaire du lot n°1 relatif aux denrées alimentaires a été versée au dossier.
Date de souscription	Lot 2 : 12 juin 2012
Date d'approbation	Lot 2 : 30 novembre 2012

Date de notification			-
Date d'enregistrement des contrats			-
Délai d'exécution			-
Prestataires short-listés			Six candidats ont été invités : BASIF, EGTF, SAMBA MBODJ, SENPRESTO, NDOUCOUMANE, GUEYE ET ASSOCIES
Nombre d'offres reçues			Trois offres ont été reçues : - Pour le lot n°1, deux offres reçues de BASIF DISTRIBUTION et SAMBA MBODJI. - Pour le lot 2, une offre reçue de SENPRESTO
Attributaires	SAMBA MBODJI	Lot 1 : DENREES ALIMENTAIRES	Minimum : 113 504 340 F CFA TTC Maximum: 217 591 860 F CFA TTC
	SENPRESTO	Lot 2 : PAIN ET PATISseries	Minimum : 16 058 880 F CFA TTC Maximum : 21 229 920 F CFA TTC
Non conformités	<p>Sur les six lettres envoyées, seules trois lettres ont été jointes au dossier et seules les deux ont été déchargées ;</p> <p>Les convocations des membres de la commission des marchés pour l'ouverture et l'attribution des différents lots du marché, n'ont pas été jointes au dossier en violation des dispositions de l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion ;</p> <p>Les fonctions des membres de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture pour nous permettre d'apprécier l'existence de conflit d'intérêts ou une incompatibilité sur les postes occupés ;</p> <p>La matérialité de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats présents n'a pas été matérialisée, en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>L'évaluation a eu lieu le 31 octobre 2011, le rapport technique n'a été</p>		

	<p>établi que le 09 novembre 2011 ;</p> <p>Le marché est un marché à commande sur douze (12) mois, renouvelable par avenant. A ce titre, le DAO devait être soumis à la DCMP, conformément à l'article 140.a du CMP, mais aucun acte de saisine de la DCMP, sur le DAO, n'a été classé dans le dossier.</p> <p>Lors de l'évaluation, il a été mentionné sur l'ensemble des pièces demandées, la mention « Fournie » ou « Non fournie », alors que la commission aurait dû mentionner les dates d'expiration desdites pièces, pour permettre une appréciation de leur validité ;</p> <p>La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre n'a pas été classée dans le dossier. Cette information des candidats non retenus, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi, en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. En outre c'est aussi une exigence des dispositions de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>Les lettres de notification d'attribution provisoire et définitive et les supports de publication de l'attribution définitive n'ont pas joints au dossier ;</p> <p>Le marché a été signé par le SAF, alors qu'il n'a pas reçu une délégation formelle du Directeur de l'HOGGY à cet effet, pour une catégorie précise de marchés, au sens de l'article 27 du CMP. Cette délégation doit être faite dans les mêmes formes que la désignation des Administrateurs de Crédits Délégués organisée par l'article 18 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011, portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique. Ce faisant, ce contrat, signé par le SAF, est normalement frappé de nullité ;</p> <p>Les pièces justificatives de l'exécution du marché n'ont pas été versées dans le dossier (acte d'engagement du lot 1, bon de commande, facture, attestation d'existence de crédits) ;</p> <p>En outre, il a été noté que l'acte d'engagement du lot 2 « Pain et Pâtisseries », versé dans le dossier n'est pas enregistré, en violation des dispositions de l'article 424.12 du CGI ; ce même acte d'engagement a été signé par le SAF. Il s'y ajoute que l'attribution du marché a eu lieu, plus de quatre (4) mois après l'ouverture des plis au-delà de la période de validité des offres et en violation de l'article 70 du CMP. Une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres aurait dû être adressée aux candidats ;</p> <p>Les documents de règlement du marché n'ont pas été mis à notre</p>
--	---

	disposition pour nous permettre d'apprécier la matérialité des prestations et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles.
Recommandations	<p>Veiller à mentionner les fonctions exercées par les membres de la commission des marchés ; l'harmonisation et à la mise en cohérence des différentes dates et autres informations inscrites sur les documents de passation des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 67.4 du CMP relatif à la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux candidats ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive ;</p> <p>Se conformer à l'article 27 du CMP, sur la PRM et à l'article 18 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011, portant règlement général de la Comptabilité Publique ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de se conformer à l'article 424.12 du CGI, en veillant à soumettre les contrats à la formalité d'enregistrement, avant la mise en paiement des factures ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.5 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP Entretien et maintenance du parc de climatiseurs, splits et appareils de froid de l'HOGGY	
Date des lettres d'invitation	6 avril 2012
Date de convocation des membres de la CM	Lettre non datée
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	16 avril 2012
Délai de préparation des offres	10 jours
Délai de validité des offres	-
Date du rapport technique	25 avril 2012
Date d'attribution	27 avril 2012
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	-
Date de souscription du contrat	02 mai 2012
Date d'approbation du contrat	02 mai 2012
Date de notification du marché	-
Date d'enregistrement du contrat	28 juin 2012
Délai d'exécution	-

Fournisseurs consultés	Froid Nguélaw- Danfoss Electro- Ali Mbaye Ndiaye
Nombre d'offres reçues	01 offre reçue : Froid Nguélaw
Attributaire	FROID NGUELAW
Montant du marché en F CFA TTC	8 382 480 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des entreprises qui ont fait l'objet de la consultation en violation de la circulaire 004 du PM ;</p> <p>Il s'y ajoute que le procès verbal d'ouverture des plis indique que les lettres d'invitation ont été envoyées à six candidats potentiels alors que seules trois lettres d'invitation ont été jointes au dossier ;</p> <p>Il était consigné dans le cahier des charges que l'entretien concernait 40 climatiseurs, 130 splits et 10 congélateurs alors que le tableau mentionné dans le procès verbal d'ouverture des plis et présentant les offres des soumissionnaires indiquent un nombre de 30 climatiseurs, 120 splits, 6 chambres froides pour la morgue et 3 chambres froides pour la cuisine, nous rappelons en sus, de tout cela qu'aucun cadre de devis estimatif ou bordereau quantitatif n'a été joint au dossier ;</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis annonce qu'une seule offre a été reçue alors qu'en le parcourant, nous notons que quatre offres ont été reçues ;</p> <p>A l'ouverture des plis, la commission des marchés n'a pas procédé à la vérification des pièces administratives requises dans le cahier des charges ;</p> <p>Ces pièces administratives mentionnées à l'article 2 du cahier des charges n'ont pas également fait l'objet de contrôle et d'évaluation dans le rapport d'évaluation en violation de l'article 44 du CMP. De plus, les spécifications techniques n'ont pas été détaillées, la commission technique s'est contentée de marquer « article 3 détail de l'entretien » pour chaque matériel, cet article contient le détail des spécifications techniques dans le cahier des charges. Les critères de qualification cités à l'article 2 du cahier des charges n'ont pas été également vérifiés pour les soumissionnaires.</p>

	<p>De plus, ce même rapport indique que DANFOSS n'a pas coté les services relatifs à l'entretien des chambres froides de la morgue et de la cuisine alors qu'à l'ouverture des plis, il y a été consigné que ce soumissionnaire avait coté ces prestations pour 4 000 F CFA HT chacune.</p> <p>Nous constatons une forte disparité entre les prix cotés par l'attributaire et les autres soumissionnaires. A titre d'exemple, nous avons noté que Froid Nguélaw a coté pour l'entretien des 120 climatiseurs un prix unitaire de 4 720 F CFA TTC alors que Danfoss et les Ets Serigne Saliou ont coté 11 800 F CFA et MATFORCE 17 700 F CFA, il en est de même pour l'entretien des splits.</p> <p>La commission technique a déclaré toutes les offres conformes sur le plan technique alors qu'il est indiqué que DANFOSS n'a pas soumissionné pour l'entretien des chambres froides de la morgue et de la cuisine, donc son offre devait être considérée comme non exhaustive.</p> <p>A l'ouverture des plis, le montant lu et consigné dans le PV concernant la chambre froide de la cuisine était de 247 780 F CFA. Par la suite, lors de l'évaluation, la commission technique a pris en compte un prix unitaire de 24 780 F CFA TTC sans indiquer qu'il s'agit d'une correction d'une erreur ou autre et a donc fait une proposition d'attribution à Froid Nguélaw pour un montant annuel de 5 706 480 F CFA TTC.</p> <p>A l'examen du procès verbal d'attribution, nous avons constaté que le tableau contenant les offres financières reprend toujours le prix unitaire de 247 780 F CFA pour la chambre froide de la cuisine, ce qui ramène le montant arrêté préalablement par la commission technique, à 8 382 480 F CFA TTC, montant d'ailleurs qui a fait l'objet de la contractualisation.</p> <p>La commission des marchés mentionne dans le PV d'attribution qu'il s'agit d'un marché de clientèle alors que ceci n'avait été précisé ni dans le cahier des charges ni dans les lettres d'invitation, en plus, des quantités ont été indiquées dans le cahier des charges et les soumissions ont été faites sur la base de quantités bien précises en violation de l'article 25 du CMP qui stipule qu' « un marché de clientèle est un marché par lequel l'autorité contractante s'engage à confier au prestataire ou au fournisseur retenu des commandes portant sur une catégorie déterminée de prestations de services,</p>
--	--

	<p>fournitures ou travaux d'entretien ou de maintenance, sans indiquer la quantité ou la valeur globale des commandes. » S'y ajoute que l'autorité contractante n'a pas requis l'avis de la DCMP pour passer un marché de clientèle tel que stipulé par l'article 140.a) du CMP.</p> <p>Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM.</p> <p>Les clauses relatives aux pénalités de retard et au délai d'exécution ne sont pas mentionnées dans le contrat en violation des articles 13 alinéas 6 et 7 et 133 du CMP.</p> <p>Les documents liés à l'exécution (bon de commande, attestation de service fait, facture définitive...) et au règlement (chèque ou virement bancaire, précompte et justificatif du reversement de la TVA) du marché n'ont pas été versés au dossier.</p> <p>Les offres n'ont pas été non plus versées au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 13 alinéas 6 et 7, 25, 44, 78.2, 133 et 140.a) du CMP.</p> <p>Veiller à harmoniser et mettre en cohérence les informations consignées dans les documents de passation des marchés.</p> <p>Procéder à une évaluation en bonne et due forme conformément aux dispositions de l'article 59 du CMP.</p> <p>Veiller au respect de la circulaire N° 004 du PM du 31 mars 2009 portant instructions sur la procédure de DRP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP FOURNITURES ET MOBILIERS DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	Le 28 septembre 2012 par lettre n°04524/DIR/ADCPM/MK
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 05 octobre 2012 à 12 heures précises
Délai de préparation des offres	06 jours
Période de validité des offres	60 jours
Date d'attribution	Le 19 octobre 2012 à 12 heures
Date de notification d'attribution	-
Date d'approbation du marché	-
Date de notification du marché	-
Date d'enregistrement du marché	-
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	Cinq entreprises ont été consultées : CARREFOUR MOBILIERS DABAKH, ETS ADJA FA, ESEPRESEM, GEDIF et DABAKH OFFICE SARL
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) offres reçues : ESEPRESEM, , CARREFOUR MOBILIER DABAKH, GEDIF, Ets ADJA FA, DABAKH OFFICE
Attributaires	DABAKH OFFICE
Montant du marché en F CFA TTC	14 885 500 F CFA TTC
Non conformités	<p>Bien que spécifié dans la lettre d'invitation adressée aux différentes entreprises dans son avant dernier paragraphe que le cahier des charges y a été annexé, ce dernier n'a pas été joint dans le dossier ;</p> <p>La lettre de saisine transmise aux candidats short listés ne donne pas d'indication sur l'identité des soumissionnaires, auxquels les lettres sont adressées, en violation des recommandations de la circulaire n°004 du PM ;</p> <p>Les convocations des membres de la commission des marchés ne</p>

	<p>sont pas jointes dans le dossier, en violation des dispositions de l'article 39 du CMP ;</p> <p>Les fonctions des membres de la commission ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis ;</p> <p>A l'exception de l'attributaire DABAKH OFFICE, tous les autres soumissionnaires ont soumis des offres au-delà du seuil de 15 000 000 F CFA TTC applicable aux DRP de fournitures et services, et pour des professionnels au fait des procédures de DRP, ceci nous semble être une procédure simulée ;</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires (ETS ADJA FA et CARREFOUR MOBILIER DABAKH) a permis de constater, qu'aucune indication relative à leur existence légale notamment l'immatriculation au Registre du Commerce et aux taxes indirectes n'a été donnée, en violation des dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatives aux conditions d'accès à la commande publique ;</p> <p>S'y ajoute que le procès-verbal d'ouverture ne fait pas état de la transmission des pièces administratives, en violation des instructions aux candidats et des articles 43 et 44 du CMP ;</p> <p>La lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre, n'a pas été classée dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution provisoire n'a pas été jointe au dossier ;</p> <p>Au regard de la lettre d'invitation adressé aux candidats dans lequel, le dépôt des offres est prévu le 05 octobre 2012, nous avons noté une incohérence avec l'historique du dossier du rapport technique d'évaluation qui mentionne la date du 11 septembre 2012 comme date de remise des offres et d'ouverture des plis et celle du 12 septembre 2012, pour le choix final de l'attributaire ;</p> <p>Le contrat n'a pas été mis à notre disposition ;</p> <p>La TVA a été précomptée mais, le justificatif de son reversement</p>
--	--

	n'a pas été joint au dossier.
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire n°004/PM/CAB/CPM du 31 mars 2009, sur la mention de la liste restreinte des candidats présélectionnés, sur la lettre d'invitation ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP, sur la convocation des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 43 et 44 du CMP, sur les renseignements et justifications à fournir pour prendre part au marché ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire n°004/PM/CAB/CPM du 31 mars 2009 et de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de veiller à reverser la TVA ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	DRP FOURNITURE DE MACHINE A LAVER	DRP FOURNITURE DE POULETS, LEGUMES ET CONDIMENTS		
		Lot 1 « Poulets et œufs frais »	Lot 2 « Légumes »	Lot 3 « Condiments »
Date de saisine des fournisseurs	12 Octobre 2012	22 Décembre 2012	22 Décembre 2012	22 Décembre 2012
Date d'ouverture des plis	22 Octobre 2012	29 Décembre 2012	29 Décembre 2012	29 Décembre 2012
Délai de préparation des offres	09 jours	06 jours	06 jours	06 jours
Date d'attribution	04 Décembre 2012	02 Janvier 2012	02 Janvier 2012	02 Janvier 2012
Notification d'attribution et Information des candidats non retenus		-	-	-
Fournisseurs consultés	SOUMBAR EXPRESS SERVICES, ETS ADJA FA, ESEPRESEM, MOBILIA, DABAKH OFFICE	NDOUCOUMANE, BASIF, GIE AITA THIAW, GUEYE ET ASSOCIES, EGTF	NDOUCOUMANE, BASIF, GIE AITA THIAW, GUEYE ET ASSOCIES, EGTF	NDOUCOUMANE, BASIF, GIE AITA THIAW, GUEYE ET ASSOCIES, EGTF

Nombre d'offres reçues	Cinq (5) offres : SOUMBAR EXPRESS SERVICES, ETS ADJA FA, ESEPRESEM, MOBILIA, DABAKH OFFICE	Quatre (4) offres reçues : NDOUCOUMANE, EGTF, GIE AITA THIAW, BASIF	Quatre (4) offres reçues : NDOUCOUMANE, EGTF, GIE AITA THIAW, BASIF	Quatre (4) offres reçues : NDOUCOUMANE, EGTF, GIE AITA THIAW, BASIF
Attributaires	MOBILIA	Lot 1 BASIF	Lot 2 BASIF	Lot 3 GIE AITA THIAW
Montant du marché en F CFA	14 726 400 F CFA TTC	2 370 000 F CFA TTC	3 187 500 F CFA TTC	3 063 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>DRP FOURNITURE DE MACHINE A LAVER</p> <p>Les lettres d'invitation ne mentionnent pas la liste des candidats sollicités alors que cette information est requise pour des raisons de transparence par la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les fonctions des membres de la commission des marchés, ne sont pas précisées dans le procès verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe une incompatibilité de fonction ou un conflit d'intérêt ;</p> <p>En outre, la commission n'a pas formalisé les pièces administratives exigées à l'article 44 du CMP. Ces pièces permettent à l'autorité contractante de s'assurer des capacités juridiques, techniques, financières requises pour exécuter le marché ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution provisoire ne figure pas dans le dossier ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne figurent pas dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p>			

	<p>Ni contrat, ni bon de commande, n'ont été classés dans le dossier ;</p> <p>Aucun document d'exécution et de règlement du marché (bon de commande, bordereau de livraison, factures, PV de réception et copies chèques) n'a été classé dans le dossier.</p> <p>DRP FOURNITURES DE POULETS, LEGUMES ET CONDIMENTS</p> <p>Les lettres d'invitation sont anonymes. Deux (2) d'entre elles n'ont pas été datées et une seule lettre a été déchargée avec apposition du cachet d'un des soumissionnaires ;</p> <p>L'examen des offres des candidats nous a permis de noter des confusions dans l'offre du candidat BASIF, sur le Lot 2 « Légumes », où des quantités ont été mises à la place des prix unitaires et inversement ;</p> <p>Aucun candidat n'a proposé et coté dans son offre, « les cuisses de poulets », alors qu'elles ont bien été mentionnées dans le cahier des charges, avec des caractéristiques propres, ce qui pose un véritable problème d'exhaustivité de l'ensemble des offres et la commission n'en a pas fait cas, lors de l'évaluation ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution provisoire ne figurent pas dans le dossier ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Ni contrat, ni bon de commande, n'ont été classés dans le dossier ;</p> <p>A l'expiration du délai d'exécution, un Procès Verbal de carence a été dressé et une mise en demeure envisagée, mais aucune application des pénalités de retard n'a été matérialisée, en violation de l'article 134 du CMP ;</p> <p>Aucun document d'exécution et de règlement du marché n'a été classé dans le dossier qui nous a été remis (bon de</p>
--	---

	commande, bon de livraison, PV de réception, factures, bon de paiement, copies chèques ou ordre de virement).
Recommandations	<p>Veiller à mentionner les fonctions des membres de la commission des marchés dans les Procès Verbaux d'ouverture et d'attribution ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 44 du CMP, sur les renseignements et justifications à fournir, pour prendre part au marché ;</p> <p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 134 du CMP, sur l'application des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

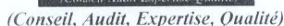
Description	DRP ACQUISITION DE SPLITS ET CLIMATISEURS MURAUX	DRP FOURNITURE DE MATERIELS ET TRAVAUX D'INSTALLATION DE CIRCUITS DE FLUIDES MEDICAUX
Date de saisine des fournisseurs	16 avril 2012	1 ^{er} août 2012
Date d'ouverture des plis	07 mai 2012	17 août 2012
Délai de préparation des offres	20 jours	15 jours
Date d'attribution	03 juin 2012	10 septembre 2012
Notification d'attribution	Néant	Néant
Information des candidats non retenus	Néant	Néant
Fournisseurs consultés	RME ; MM INTERNATIONAL ; SEN METAL ; KEUR KHADIM CONSTRUCTION ; SPBAT ET INDUS	AFSI ; UNIVERS MEDICAL ; SEGOA AIR LIQUIDE ; SAHEL GAZ ; FMT
Nombre d'offres reçues	Deux (02) : SNIC ; ENT	Trois (03) : MASTER OFFICE ; BISS MULTIMEDIA ; PLATEFORM TECHNOLOGIES
Attributaires	R.M.E	AFSI
Montant du marché en F CFA	14 965 676	12 622 500

<p>Non conformités</p>	<p>DRP ACQUISITION DE SPLITS ET CLIMATISEURS MURAUX</p> <p>Les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donnent pas d'indications sur l'identité des soumissionnaires auxquels ces lettres d'invitation ont été envoyées et porte le même numéro d'enregistrement;</p> <p>Les fonctions des membres de la commission des marchés ne sont pas précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe des incompatibilités de fonction ou un conflit d'intérêt ;</p> <p>Une marge de fluctuation de 20%, en baisse a été appliquée, par la commission, pour se conformer à l'article 53 du CMP, sur les seuils de passation ; mais c'est plutôt une mauvaise préparation du dossier d'appel à la concurrence qui est à l'origine de cette situation ; en effet, les articles 5 et 9 du CMP, imposent à l'Autorité Contractante, avant tout appel à la concurrence, respectivement, de procéder à la détermination, le plus exactement possible, des besoins à satisfaire et d'évaluer le montant estimé des prestations, afin de s'assurer de l'existence préalable des crédits nécessaires, à leur exécution et en s'y conformant, l'Autorité Contractante aurait passé le marché par appel d'offres et non par DRP, car nonobstant cette baisse des quantités les deux autres soumissionnaires sont toujours au-delà du seuil et l'attributaire a dû, pour certains postes, proposer des splits de 2,5 CV, au prix d'un split de 2 CV, pour être conforme ; et la commission a considéré à tort, l'offre de l'attributaire, comme un avantage car, en acceptant des splits de puissance supérieure, l'Autorité Contractante augmente sa consommation en carburant, et du coup, leur coût d'entretien ; en prenant cette décision, la commission n'a pas pris en compte le coût d'utilisation de ces splits qui va être plus coûteux (article 59.1 du CMP) et qui enfreint le principe d'économie édicté par le CMP.</p> <p>On retrouve dans la liste des candidats short listés, des entreprises spécialisées dans la Chaudronnerie, la Tuyauterie, la Construction, en violation de l'article 44 du CMP, sur les capacités techniques à exécuter le marché ;</p> <p>L'examen des offres nous a permis de noter une similitude entre les factures pro forma des</p>
-------------------------------	--

	<p>différents soumissionnaires, avec les mêmes fautes commises (salle construction à la place de salle consultation, médecine interne à la place de médecine interne) et une mise en forme identique avec des tableaux et libellés similaires, laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs ou un simulacre de marché ;</p> <p>La lettre de notification d'attribution du marché, n'est pas classée dans le dossier ;</p> <p>Les candidats non retenus n'ont pas informés du rejet de leurs offres en violation de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM ;</p> <p>Le bon de commande, le bordereau de livraison, les pièces justificatives de règlement et le Procès Verbal de réception définitive ne sont pas joints au dossier ;</p> <p>DRP FOURNITURE DE MATERIELS ET TRAVAUX D'INSTALLATION DE CIRCUITS DE FLUIDES MEDICAUX</p> <p>Les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donnent pas d'indications sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres d'invitation ont été envoyées, en violation de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>L'examen du tableau comparatif des offres financières dressé par la commission technique chargée de l'évaluation des offres montre que l'offre d'AFSI est à 12 622 500 F CFA TTC, alors que son offre, classée dans le dossier, n'est pas exhaustive et ne porte que sur une partie des prestations, pour un montant de 6 482 500 F CFA TTC. Des accessoires qui n'étaient pas dans son offre ont été côtés, nous ne savons sur quelle base, dans le tableau comparatif des offres financières et le marché lui a été attribué pour un montant de 12 622 500 F CFA TTC ;</p> <p>Aucun justificatif de sa qualification n'a été classé dans son dossier, alors qu'AIR LIQUIDE a produit toutes les pièces justificatives requises, la comparaison des offres n'ayant apparemment,</p>
--	--

	porté que sur le critère prix, en violation de l'article 59 du CMP.
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 59 du CMP, sur les critères d'évaluation des offres ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP, sur la transmission du PV d'ouverture des plis, aux candidats ;</p> <p>Bannir toute pratique collusive, pour ne pas biaiser la concurrence ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE